

Les news

CLÔTURE, HIER, DES TRAVAUX DU 22^E SOMMET ORDINAIRE DE L'UA À ADDIS-ABEBA

3 mots-clés :
**Paix, développement
sécurité**

Pages 14-15



ALGÉRIE-RUSSIE

**Le Général de
corps d'armée
Gaïd Salah
reçoit un haut
responsable
militaire russe**

Page 24

ALGÉRIE-TUNISIE

**Le président
Marzouki salue
le rôle de l'Algérie
dans le soutien
du processus
de transition
démocratique
en Tunisie**

Page 24

PRÉPARATIFS DE L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE 2014 ACCÉLÉRATION



**13 sous-commissions
locales de la CNSEL
installées jeudi à Alger**

Boualem Branki

Les préparatifs de la prochaine élection présidentielle, prévue le 17 avril 2014, ont enregistré ces derniers jours un coup d'accélérateur. Une donnée qui confirme la volonté des

pouvoirs publics, sinon du gouvernement, pour réunir rapidement l'ensemble des conditions matérielles et humaines requises pour le déroulement d'abord d'une saine compétition électorale, ensuite pour que ce scrutin soit une réussite et un acquis dans l'approfondissement de la démocra-

tie dans notre pays. Et, le nombre très important, en tout cas plus important que lors de la dernière présidentielle, de candidats (plus de 72) à cette élection, dénote de la volonté des algériens de donner un sens concret à cette démocratie qu'il faut cultiver et entretenir.

Page 3

ABDELMALEK BOUDIAF L'A ANNONCÉ À CHLEF

**2 200 médecins spécialistes
seront affectés dans les hôpitaux
à travers le pays**

Page 5

EDUCATION NATIONALE
**Allègement du
programme scolaire
du primaire à partir
de la prochaine
rentrée**

Page 5

**INTEMPÉRIES
Plusieurs
routes
coupées**

Page 24

SCIENCE et VIE

**MAL
D'OREILLES**

**Ne tardez
pas à réagir !**

Pages 12-13

CULTURE

LES PAYS-BAS
ET LA GUERRE
D'ALGÉRIE
**Un essai
sur la solidarité
néerlandaise
avec la
Révolution
algérienne**

Page 11

FOOTBALL

LIGUE 1 (17^E JOURNÉE)

**USMA-JSK
Sous le signe
de la
revanche**

Page 20

ALGER

**Il tue sa
voisine âgée
de 71 ans**

16 ans de réclusion
criminelle

Page 6

Météo



Régions Nord : 15° à Alger

Temps voilé à nuageux avec quelques averses de pluies. Les vents seront modérés d'Ouest à Sud-Ouest. La mer sera peu agitée.

Régions Sud : 14° à Tamanrasset

Temps passagèrement nuageux vers les Oasis et le Sahara oriental avec localement quelques pluies. Ailleurs temps généralement partiellement voilé. Les vents seront modérés à assez forts avec fréquents soulèvements de sable.

	Max	Min
Alger	16°	04°
Oran	10°	-02°
Annaba	15°	04°
Béjaïa	18°	09°
Tamanrasset	13°	02°

Horaires des prières

Samedi 30 Rabi' al-awwal 1435

Fajr	06:22
Dohr	13:00
Asr	15:51
Maghreb	18:15
Isha	19:36

CE MATIN À L'HÔTEL RIAD EL FETH Réunion TAJ et 35 autres partis



Le président du TAJ, Amar Ghoul, rencontre ce matin à l'hôtel Riad El Feth 35 de ses pairs pour une déclaration de soutien à la candidature du Président Abdelaziz Bouteflika et la mobilisation de leurs militants en cours de campagne électorale.

CE MATIN À 8H30 AU SIÈGE DU MINISTÈRE Rencontre Benmeradi- Inspection du travail



Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la sécurité sociale, Mohamed Benmeradi, préside ce matin à 8h30, au siège du ministère, la rencontre-bilan annuel des cadres de l'inspection générale du travail.

No comment

CE MATIN À ZÉRALDA Louisa Hanoune réunit les jeunes du PT

La coordination nationale de l'organisation jeune du Parti des travailleurs (organisation des jeunes pour la Révolution) tient conseil ce matin à 10h à la Mmutuelle générale des travailleurs des matériaux de construction. Le rapport d'ouverture sera présenté par la SG du parti, Louisa Hanoune.



CE MATIN À L'AURASSI 5^e édition de la Pain Académie

La 5^e édition de la Pain Académie se produit aujourd'hui à l'hôtel Sheraton Club des Pins. Cette rencontre a pour objectif de partager avec la communauté médicale dans la région de l'Afrique francophone, les dernières avancées scientifiques en matière d'évaluation et de prise en charge de la douleur.



CE MATIN À 9H30 AU JARDIN D'ESSAIS Célébration de la Journée mondiale des Zones humides

Sous le slogan «Zone humide et agriculture, cultivons le partenariat», l'école d'éducation à l'environnement du Jardin botanique du Hamma célèbre aujourd'hui et demain la journée mondiale des Zones humides.

PROTECTION CIVILE Lancement d'une Caravane de sensibilisation sur les accidents domestiques...

Lancée mardi dernier à Alger, la Caravane, composée d'une soixantaine d'agents encadrés par 145 officiers, sillonne la capitale jusqu'au 7 février puis se déplacera vers les autres régions du pays. Elle comprend d'importants moyens matériels mis à sa disposition.

tion par la direction générale : un camion de secours routiers, un chapiteau aménagé en centre de secours de masse, des camions aménagés (secours, fresques...) qui seront visibles sur plusieurs sites : Grande-Poste, place de l'El Harrach, forêt de Bouchaoui etc.

... Et des ambulances neuves pour la PC de M'sila

La Protection civile de la wilaya de M'sila s'est dotée de 9 ambulances équipées de matériels d'urgence. «Ces nouvelles ambulances sont équipées pour faciliter les interventions, limiter les transports de matériels, sécuriser les trajets et promouvoir l'hygiène lors des interventions» dira le lieutenant Abdelwahab Saïdi, chargé de la cellule de communication.

LUNDI 3 FÉVRIER AU SIÈGE D'ALGEX Réunion d'information sur le 3^e Forum des chefs d'entreprises

Le 3^e Forum des hommes d'affaires maghrébins, qui se tiendra les 17 et 18 février à Marrakech, nécessite une réunion d'information au pro-

fit des opérateurs économiques de production de biens et de services.

Elle aura lieu lundi 3 février à 9h30 au siège d'Algex.

L'ENIEM recrute en 2014



Les responsables de l'Eniem prévoient le recrutement de 240 personnes, dont 185 agents polyvalents et 55 diplômés universitaires, notamment des ingénieurs en génie mécanique, électronique (20), des Deua ou BTS en mécanique et maintenance industrielle (22), licence en sciences commerciales, psychologie et organisation du travail (08) et technicien en usinage mécanique (05).

CE MATIN À 9H30 AU SIÈGE DE L'UGCAA Conseil national de la fédération des auto-écoles



Le président de la fédération nationale des auto-écoles, Aoudia Ahmed Zine, présidera ce matin à 9h30 au siège de l'Ugcaa, en compagnie du

secrétaire général de l'Union générale des commerçants et artisans algériens, Salah Souilah, les travaux du conseil national de la fédération des

auto-écoles qui porteront essentiellement sur le décret 12/110 du 14/03/2012 qui fixe les conditions d'ouverture d'auto-écoles.

PRÉPARATIFS DE L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE 2014

ACCÉLÉRATION

Boualem Branki

Les préparatifs de la prochaine élection présidentielle, prévue le 17 avril 2014, ont enregistré ces derniers jours un coup d'accélérateur. Une donnée qui confirme la volonté des pouvoirs publics, sinon du gouvernement, pour réunir rapidement l'ensemble des conditions matérielles et humaines requises pour le déroulement d'abord d'une saine compétition électorale, ensuite pour que ce scrutin soit une réussite et un acquis dans l'approfondissement de la démocratie dans notre pays. Et, le nombre très important, en tout cas plus important que lors de la dernière présidentielle, de candidats (plus de 72) à cette élection, dénote de la volonté des algériens de donner un sens concret à cette démocratie qu'il faut cultiver et entretenir. Et, pour matérialiser cette avancée, l'administration, chargée de la préparation et l'organisation de cette élection présidentielle, a annoncé qu'elle tient à «réunir toutes les conditions garantissant un scrutin neutre et intègre». C'est en tout cas ce qu'a affirmé le directeur général des libertés publiques et des affaires juridiques au ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales, Mohamed Talbi, qui a rassuré les potentiels candidats, sur «les garanties relatives» à «l'intégrité des élections et la neutralité des agents qui supervisent toutes les opérations de la révision exceptionnelle des listes électorales à l'annonce des résultats définitifs par le Conseil constitutionnel».



«Toutes les commissions qui supervisent la révision des listes électorales seront présidées par des magistrats», a-t-il affirmé. Techniquement, il a expliqué que conformément à la loi «une copie de la liste sera remise à tous les candidats et une autre à la commission de suivi des élections au niveau de chaque wilaya». Autre garantie pour la bonne tenue de ces élections : «La remise de la liste des membres des bureaux de vote aux candidats et aux partis dans le cadre du respect de la loi», alors que «des directives» ont été données aux walis concernant notamment le choix et la sélection des membres des bureaux de vote. Il s'agit dès lors d'un scrutin qui est préparé dans la plus grande minute, et qui devrait renforcer le sentiment général que cette élection présidentielle sera tenue dans une ambiance particulière. D'autant que les candidats se

bousculent au portillon pour se présenter à cette consultation, dont des personnalités politiques de premier rang, même si le boycott est cette fois-ci encore là. Il n'empêche pas moins que ce boycott est une position politique tout fait acceptable et qu'il participe, à sa manière, au renforcement de la démocratie en Algérie. Et puis sur le front particulier des listes de candidats, il y a lieu de relever que la candidature de Monsieur Bouteflika, même si elle est soutenue et attendue, reste encore en l'air. Stratégie politique oblige, le chef de l'Etat a encore, selon la loi, quelque temps avant de postuler également pour cette élection, et se porter candidat pour une 4^e magistrature. Le suspense demeure en fait entier, et son entrée dans le bal de la campagne électorale contribuera à donner plus de profondeur et de poids politique à cette présidentielle d'avril 2014.

RÉVISION DES LISTES ÉLECTORALES

Afflux appréciable de citoyens dans les communes d'Alger

Un afflux appréciable de citoyens désirant s'inscrire pour la première fois sur les listes électorales a été observé dans les bureaux installés à cet effet dans les communes d'Alger, en prévision de l'élection présidentielle prévue au mois d'avril prochain, a constaté l'APS. Les services chargés de l'opération de révision des listes électorales qui a débuté le 23 janvier et doit se poursuivre jusqu'au 6 février prochain, continuent de recevoir les citoyens pour leur première inscription, aussi bien pour les jeunes ayant atteint l'âge de voter (18 ans) que pour ceux qui désirent radier leurs noms pour changement de résidence suite aux opérations de relogement dans certaines communes de la capitale.

Première étape d'une tournée effectuée par l'APS à travers quelques communes d'Alger, la commune de Kouba connaît une certaine effervescence dès les premières heures de la journée au niveau d'un bureau aménagé par l'Assemblée populaire communale (APC) non loin du siège, défini comme étant le «service des élections et du recensement».

Pour faciliter l'opération et éviter la pression, 5 agents ont été mis au service des citoyens pour accélérer l'opération de révision des listes comme le dicte chaque rendez-vous électoral, outre la révision annuelle.

À l'entrée du service, l'APS a rencontré Samir, un jeune universitaire aujourd'hui âgé de 24 ans venu s'inscrire pour la première fois sur la liste électorale car estimant que l'élection présidentielle «constitue une importante opportunité pour le choix d'un homme apte à gérer les affaires du pays».

Ahmed, un autre citoyen ayant atteint au mois de juin dernier l'âge légal du vote, a exprimé son enthousiasme de choisir le candidat qu'il estime capable de diriger le pays durant les cinq prochaines années. Pour ce jeune homme, les opérations d'inscriptions sur les listes électorales «se déroulent dans de bonnes conditions», estimant que le vote «est un droit et un devoir et il ne faut pas rater cette occasion qui nous est offerte pour choisir nos responsables».

Depuis le lancement de l'opération le 23 janvier courant, «60 nouveaux électeurs» ont été inscrits sur les listes de cette commune et pas moins de «24 citoyens qui ont atteint l'âge légal de voter», alors que l'assainissement des listes a touché

«134 électeurs décédés», selon le chef du service des élections et du recensement de la commune de Kouba, Abdelkrim Dallali.

Outre cette opération qui précède chaque rendez-vous électoral, a ajouté M. Dallali, la révision annuelle des listes électorales qui intervient chaque mois d'octobre, a permis «de radier 309 électeurs déclarés décédés et 426 autres citoyens dont l'inscription a été confirmée dans d'autres communes, soit une double inscription». Les citoyens ayant changé de résidence vers d'autres communes sont au nombre de 567, ce qui porte à 1302 le nombre total des électeurs dont les noms ont été radiés, a-t-il précisé, ajoutant que «pour assurer un bon déroulement de l'opération et éviter au citoyen tout désagrément le service a pris l'initiative de retenir les numéros de téléphone des nouveaux inscrits afin de les convoquer une fois leurs cartes d'électeur fin prêt, dans le but de leur épargner un déplacement inutile».

Dans la commune d'Hussein Dey connue pour sa densité démographique, et située pas très loin de Kouba, le journaliste de l'APS n'a pu accéder au service en charge des élections pour être au fait de l'opération de révision exceptionnelle des listes électorales en raison de l'absence du responsable de ce service, alors que les agents chargés de l'opération ont refusé de fournir la moindre information à ce sujet. Dans la commune Oued-Koreich, sur les hauteurs d'Alger, une dynamisme exceptionnel a été constaté au service chargé des élections où les nouveaux inscrits depuis le 23 janvier ont atteint 580 électeurs, dont 356 de sexe masculin et 224 femmes, alors que 522 noms ont été radiés soit pour cause de décès ou pour changement de résidence, ou encore pour double inscription, selon les déclarations du directeur de la réglementation du contentieux et des élections, Kamal Ben Kaci. A une question se rapportant à la tranche d'âge des électeurs venus nombreux se faire inscrire, Ben Kaci a indiqué que les âges des nouveaux inscrits variaient entre 25 et 45 ans, ajoutant que le service recevait une moyenne de 20 à 30 citoyens par jour, imputant cela «à la prise de conscience de l'importance de l'élection présidentielle comparativement aux autres échéances électorales qui connaissent un afflux faible de citoyens dans ce service», a-t-il encore ajouté.

Toutes les garanties pour un scrutin neutre et intègre

Les préparatifs de l'élection présidentielle, prévue le 17 avril prochain, vont bon train, avec la mobilisation de tous les moyens nécessaires pour assurer un scrutin «neutre et intègre» conformément aux textes prescrits par la loi.

Ainsi, l'engagement de l'Administration à réunir toutes les conditions garantissant un «scrutin neutre et intègre» le 17 avril prochain a été réaffirmé par le directeur général des libertés publiques et des affaires juridiques au ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales, Mohamed Talbi, lors d'une conférence de presse animée mercredi. M. Talbi a mis l'accent, à cet effet, sur «l'intégrité des élections et la neutralité des agents qui supervisent toutes les opérations, de la révision exceptionnelle des listes électorales à l'annonce des résultats définitifs par le Conseil constitutionnel».

«Toutes les commissions qui supervisent la révision (des listes électorales) seront présidées par des magistrats», a-t-il indiqué, précisant qu'une copie de la liste sera remise, conformément à la loi, à tous les candidats et une autre à la commission de suivi des élections au niveau de chaque wilaya.

Il s'agit également de «la remise de la liste des membres des bureaux de vote aux candidats et aux partis dans le cadre du respect de la loi», a-t-il assuré, faisant part, à cet égard, de directives données aux walis concernant notamment le choix et la sélection des membres des bureaux de vote. M. Talbi a rappelé, par la même occasion, que le rôle du ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales «se limite à garantir les moyens susceptibles d'aider le citoyen à accomplir son devoir électoral dans les meilleures conditions sécuritaires et matérielles en sus de la mise en place des dispositifs prévus par la loi».

S'agissant des bureaux de vote itinérants, il a relevé que leur nombre avait «sensiblement baissé» atteignant «243 bureaux» destinés essentiellement aux wilayas du Sud et de l'extrême Sud.

Il a souligné, à ce propos, que les représentants des candidats auront l'opportunité d'accompagner ces bureaux de vote itinérants jusqu'à la fin de l'opération de dépouillement et l'élaboration des procès verbaux. Actuellement, 22 460 604 personnes sont inscrites sur les listes électorales selon la révision ordinaire effectuée au dernier trimestre 2013, a ajouté M. Talbi, d'autre part, précisant que l'opération de mise à jour a permis de recenser «541 837 nouveaux inscrits et de radier 525 934».

La révision exceptionnelle qui se déroule du 23 janvier au 6 février «peut changer les statistiques», a-t-il prévenu, précisant que celle-ci permettra, entre autres, aux jeunes citoyens qui auront 18 ans le jour du scrutin d'y participer et à ceux qui ont changé de lieu de résidence de s'inscrire dans les nouvelles communes. M. Talbi a indiqué, par ailleurs, que 3 250 salles et lieux publics ont été recensés pour la campagne électorale, qui débutera le 23 mars pour une durée de trois semaines, précisant que ces espaces sont réservés aux candidats «sous la supervision de la Commission nationale de surveillance de l'élection». Durant la campagne électorale, l'affichage des candidatures et autres slogans, est aussi codifié par la loi qui interdit l'affichage anarchique. Selon l'article 195 de la loi organique relative au régime électoral, «des surfaces publiques réservées à l'affichage des candidatures sont attribuées équitablement à l'intérieur des circonscriptions électorales». L'article 193 de la même loi stipule, quant à lui, que «l'utilisation d'un procédé publicitaire commercial à des fins de propagande durant la période électorale est interdite».

APS

ALGÉRIE - FRANCE

Relance

de la coopération décentralisée entre l'Algérie et la région Nord

La coopération décentralisée entre la région Nord de la France et l'Algérie est en passe d'être relancée avec une participation plus que souhaitée de la communauté nationale en France, véritable trait d'union entre les deux pays, a-t-on appris vendredi au terme de rencontres entre le président du Conseil national économique et social (Cnes), Mohamed-Seghir Babès, est des responsables locaux.

C'est ce qui est surtout ressorti de l'entrevue qu'a eue M. Babès avec le président du Conseil Général du Nord, Patrick Kanner, qui a affirmé vouloir "donner corps" à cette coopération décentralisée entre la région qu'il préside et des homologues algériennes.

"Mon objectif étant aujourd'hui d'avoir un partenariat qui dépasse les principes, toujours sympathiques, et qui soit dans une démarche concrète, en matière de développement économique, touristique, culturel, et d'actions en direction de nos jeunes respectives", a affirmé M. Kanner à l'APS au sortir de sa rencontre avec M. Babès.

Il a dit avoir apprécié le "propos très pragmatique" du président du Cnes, souhaitant, avec un état d'esprit nouveau, ouvrir l'Algérie vers une région comme le Nord de la France où les ressortissants algériens constituent la deuxième communauté étrangère. "Une communauté qui a toujours su intégrer, la région étant une terre d'intégration", a signalé M. Kanner pour qui aller aujourd'hui vers l'Algérie a pour but "politique" de "créer une dynamique positive entre les savoir-faire" des deux pays. Comme "gage" de cette volonté de reprise de la coopération décentralisée, le responsable français a annoncé une rencontre préparatoire "d'ici deux mois" avec le wali de Relizane (Ouest), ville jumelée depuis 2008 avec le département du Nord de la France.

De son côté, M. Babès s'est félicité de la vision "partagée" avec M. Kanner de faire passer cette coopération par la diaspora algérienne dans la région.

"Cette communauté nous est donnée en partage et il est question de voir comment faire en sorte qu'elle participe à sa façon, ayant la double appétence pour le pays d'accueil et le pays de ses origines", a-t-il indiqué.

Auparavant, le président du Cnes avait rencontré successivement le président de la Chambre de commerce et d'industrie (CCI) de Lille, Philippe Vasseur, et le président du Conseil général de France Nord et ex-président du groupe d'amitié France-Algérie à l'Assemblée française, Bernard Derosier.

Lors de ces entretiens, auxquels a pris part le Consul général d'Algérie à Lille, Boudjamaa Rouibah, il a été notamment question du développement d'un partenariat "gagnant-gagnant" entre la région Nord et la partie algérienne, et de "dépasser" le stade des relations purement commerciales, vers des relations d'échanges de savoir-faire dans les domaines universitaire et technologique. M. Babès se trouve à Lille dans le cadre d'une mission exploratoire de la communauté nationale à l'étranger, entamée le 17 janvier à Toulouse, et qui émane d'une volonté des pouvoirs publics d'arrimer les compétences nationales à la stratégie de développement national.

Après Toulouse, Marseille, Strasbourg, Lyon et Lille, où il a rencontré des élites algériennes établies dans la région et des représentants des autorités locales, il achèvera dimanche à Paris la première étape de sa mission qui devrait concerner, d'ici octobre prochain, la région Europe, les Amériques et les pays arabes.

APS

PÉTROCHIMIE

Un méga complexe pétrochimique de 3 MT/an pour remplacer l'usine de Skikda

Un méga complexe pétrochimique d'une capacité de production annuelle de 3 millions de tonnes sera construit à Skikda pour remplacer le complexe de matières plastiques, a annoncé jeudi le ministre de l'Energie et des Mines, Youcef Yousfi.

Ce futur complexe, dont les travaux de construction devraient être entamés d'ici début 2015 au plus tard, sera l'un des plus grands en Algérie avec un investissement de 5 à 10 milliards de dollars», a-t-il déclaré à la presse au terme d'une visite d'inspection dans la wilaya de Skikda.

Il produira notamment du plastique et du caoutchouc, a précisé le ministre, soulignant que les contrats relatifs à sa réalisation seront conclus prochainement. Selon le ministre, l'usine de matières plastiques de Skikda a été fermée car «elle présentait des risques». M. Yousfi avait également affirmé que le groupe Sonatrach a décidé de fermer le complexe de matières plastiques de Skikda pour absence de rentabilité.

Le ministre qui s'exprimait au cours d'une séance de questions orales au Conseil de la Nation avait assuré, en novembre dernier, que les travailleurs de cette usine seront répartis sur les autres sites de production du groupe. M. Yousfi a, par ailleurs, indiqué que la remise en production du méga train de GNL de Skikda après 10 ans d'arrêt suite à un in-



cident permettra de «renforcer les capacités d'exportation du groupe Sonatrach». Le groupe Sonatrach, a-t-il poursuivi, procédera prochainement à la construction d'une nouvelle jetée au niveau du port de Skikda pour pouvoir recevoir les navires de transport de très grande taille.

Lors de sa tournée dans la wilaya de Skikda, le ministre s'est notamment enquis de l'état d'avancement des différents travaux destinés à améliorer le raccordement des communes de cette wilaya aux réseaux d'électricité et de gaz.

Il a jugé «inacceptable» le fait que certaines localités enclavées dans les Dairas de Tamalous et Collo dans l'ouest de la wilaya ne sont pas encore alimentées en électricité.

Pour remédier à cette situation, les projets inscrits pour la wilaya ainsi que le programme d'urgence pour l'été 2014 devraient augmenter le nombre de foyers raccordés au réseau d'électricité.

Ainsi, quelque 12.500 foyers répartis sur une quinzaine de localités relevant de ces deux Dairas limitrophes avec la wilaya voisine de Jijel seront connectés d'ici à dé-

cembre 2014 à la faveur de l'extension du réseau de transport d'électricité avec un linéaire supplémentaire de plus de 104 km pour un investissement de 225 millions de DA. Le programme d'urgence prévisionnel pour l'été prochain prévoit la mise en place de deux postes de transformation (30/60 KV) à Collo et Ramdane Djamel ainsi qu'une nouvelle ligne de 220 KV reliant la ville de Skikda à la région de Ramdane Djamel. La mise en service des différents lots de ce programme se fera progressivement entre avril et juin prochain, selon les explications fournies par les responsables de ces projets. Concernant le raccordement au gaz de ville, les mêmes localités ont bénéficié d'un programme spécial similaire et dont l'achèvement est prévu avant fin 2014 pour un investissement de 2,2 milliards de DA. «La wilaya de Skikda connaît un retard en matière de raccordement aux réseaux d'électricité et de gaz de ville, mais les projets engagés devraient améliorer le taux de pénétration en le portant à 75% en 2015 contre 57% actuellement», a déclaré le ministre.

PROVOCATIONS MAROCAINES CONTRE L'ALGÉRIE :

Ksentini pour une «position ferme» vis-à-vis du Maroc

Le président de la Commission nationale consultative de promotion et de protection des droits de l'homme (CNCPPDH), Me Farouk Ksentini, a appelé jeudi l'Algérie à prendre une «position ferme» par rapport au Maroc, préconisant «la rupture» des relations diplomatiques suite à la dernière «provocation» dont il s'est rendu coupable à l'encontre de l'Algérie.

«Le Makhzen (l'Etat marocain et ses institutions) s'est rendu coupable d'une énième provocation à l'encontre de l'Algérie. Ces agissements sont ceux d'un pays ennemi et non pas d'un pays frère. Par conséquent, l'Algérie doit prendre une position ferme pour mettre définitivement fin à ces provocations. A mon sens, il faut rompre les relations diplomatiques», a soutenu Me Ksentini, lors d'une conférence de presse à Alger.

Le président de la CNCPPDH réagissait aux allégations du Maroc au sujet de prétendues expulsions par les autorités algériennes de ressortissants syriens vers le territoire marocain.

La partie marocaine «doit comprendre que l'Algérie est un pays respectable» et, pour cela, il importe de tenir avec le Maroc «de langage qu'il comprend», a-t-il expliqué lors d'une conférence de presse consacrée à la présentation d'une étude sur les flux migratoires «vers, à partir et à travers l'Algérie».

«C'est une provocation de trop et une provocation délibérée. Je considère que le Maroc n'est pas un pays voisin, mais un pays

ennemi. Il faut tirer les conséquences de ces récurrentes provocations», a-t-il ajouté. «Je considère les dernières allégations comme une provocation méprisante rien de plus», a martelé le président de la CNCPPDH, précisant que l'affaire de prétendues expulsions de réfugiés syriens est «préfabriquée» par le Maroc pour «provoquer l'Algérie».

Il a encore précisé qu'il était du «devoir de l'Algérie» d'accueillir les réfugiés syriens et «elle fait ce qu'elle peut pour leur assurer un bon accueil dans les différents sites», relevant, toutefois, qu'«il faudrait peut-être augmenter le nombre des centres d'accueil».

L'Algérie avait fermement réagi aux allégations du Maroc dans un communiqué du ministère des Affaires étrangères et exprimé sa «forte réprobation» de cette nouvelle provocation «politiquement motivée» des autorités marocaines, à l'ambassadeur marocain à Alger, lors de sa convocation mercredi au MAE.

Il a été également signifié au diplomate marocain que l'Algérie «n'avait certainement pas besoin de donneurs de leçons lorsqu'il s'agit de manifester concrètement sa sollicitude et son attention soutenue à l'égard des ressortissants syriens qui se trouvent temporairement sur son territoire en tant qu'invités du peuple algérien qui les a accueillis spontanément avec sa générosité et son hospitalité coutumières».

Le phénomène du flux migratoire en Algérie est maîtrisé

Le phénomène du flux migratoire existe en Algérie mais la situation est maîtrisée, a indiqué jeudi à Alger, le président de la Commission nationale consultative de promotion et de protection des droits de l'homme (CNCPPDH), Me Fatouk Ksentini, à l'occasion de la présentation de l'étude sur les flux migratoires «Vers, à partir et à travers l'Algérie».

«La situation des flux migratoires en Algérie est bien maîtrisée. Le phénomène n'a pas pris des proportions alarmantes. Il appartient au législateur d'appréhender le phénomène car il vaut mieux prévenir que guérir», a souligné Me Ksentini.

Ce document se veut, a-t-il dit, une «base de travail pour une approche régionale du phénomène».

«Il importera aux institutions algériennes de prendre des dispositions législatives dans l'ensemble», afin, a-t-il expliqué, d'améliorer les conditions d'accueil et les relations avec ces réfugiés qui

arrivent chez nous fragilisés», a noté Me Ksentini.

«La situation est maîtrisée mais elle le sera encore plus si nous mettons en oeuvre les conclusions de cette étude qui a pris trois années de réflexion», a précisé le président du CNCPPDH.

Selon lui, l'étude intitulée «Contribution à la connaissance des flux migratoires mixtes, vers, à partir et à travers l'Algérie» consiste à mettre à la disposition des législateurs des propositions concrètes afin d'endiguer le phénomène mais aussi pour «humaniser davantage» son traitement et mieux le gérer.

L'étude réalisée en partenariat avec l'Union européenne, dans le cadre du projet de la commission européenne «Algérie: renforcer la protection des migrants et des capacités pour la gestion des flux migratoires mixtes» vise à établir «une banque de données» permettant à mieux gérer ces flux migratoires.

Il s'agit de collecter des informations

sur le phénomène, d'identifier les lacunes dans les systèmes de gestion des migrants et servir d'outil à la communauté internationale et aux donateurs pour adapter leurs soutiens aux institutions algériennes dans la gestion des flux migratoires.

Selon les experts qui ont contribué à son élaboration, le document a le mérite d'avoir marqué «le début d'un débat public sur les migrations» et «développer une approche multidimensionnelle» dans son traitement.

L'expert du Centre de recherche appliquée en économie et développement (CREAD), Mohamed Saib Muzette, a souligné «la situation charnière de l'Algérie» qui prévalait au moment de la réalisation de l'étude. L'Algérie faisait face aux conséquences de ce qui est appelé «printemps arabe» avec des frontières pris d'assaut par les réfugiés tunisiens, maliens, nigériens et même le retour de nos migrants de Syrie et d'Egypte, a-t-il dit.

ABDELMALEK BOUDIAF L'A ANNONCÉ À CHLEF

2.200 médecins spécialistes seront affectés dans les hôpitaux à travers le pays

Au moins 2.200 médecins spécialistes seront affectés à compter du mois de février prochain dans des structures hospitalières des wilayas accusant un manque de spécialistes, a annoncé jeudi à Chlef le ministre de la Santé, de la population et de la réforme hospitalière, Abdelmalek Boudiaf.

Le ministre, qui effectuait une visite de travail dans la wilaya, a précisé que le problème de manque de spécialistes "sera résolu progressivement", observant que la wilaya de Chlef, à l'instar d'autres wilayas du pays où le déficit en la matière se fait ressentir, bénéficiera de son quota de médecins spécialistes.

Avec huit hôpitaux, dont un d'une capacité de 240 lits nouvellement réalisé, et un autre de 120 lits, spécialisé en la psychiatrie, la wilaya de Chlef a grandement besoins de médecins spécialistes afin de pouvoir répondre aux besoins de la population locale, estimée à plus d'un million d'habitants, réduire les évacua-

tions fréquentes à des structures hospitalières dans d'autres wilayas notamment Oran et Blida, ont observé, à cet égard, des responsables du secteur.

Evocant la question du médicament au niveau des structures hospitalières, M. Boudiaf a indiqué que le problème "d'indisponibilité" du médicament a été pris en charge dans sa totalité avec l'allègement, par le gouvernement, des procédures en matière de son acquisition. "Aujourd'hui s'il y a défaillance ou rupture de stocks au niveau d'un hôpital donné, cela ne signifie aucunement que le médicament est indisponible ou inexistant sur le marché national", a-t-il fait remarquer, en imputant cela à "une défaillance en matière de gestion".

Plus explicite, le ministre a précisé, que s'il y a manque de médicaments au niveau d'un hôpital donné, "c'est tout simplement parce qu'il n'a pas passé de commande pour l'acquisition de médicaments".

Lors de sa visite dans plusieurs établissements hospitaliers des communes de Ténès et de Chlef, M. Boudiaf a pris connaissance de la situation du secteur de la santé dans la wilaya et des préoccupations de ses gestionnaires.



EDUCATION

Allègement du programme scolaire du primaire à partir de la prochaine rentrée

● «Les portes du dialogue avec l'UNPEF restent ouvertes pour satisfaire toutes ses revendications»

Le ministre de l'Education nationale, Abdelatif Baba Ahmed, a annoncé, jeudi à Tissemsilt, que son département comptait alléger le programme scolaire du cycle primaire à partir de la prochaine rentrée.

Dans un point de presse en marge d'une visite dans la wilaya, le ministre a affirmé que les cours seront allégés principalement en première et deuxième années primaire, ce qui permettra à l'élève une plus grande assimilation des leçons, ajoutant que cette action s'inscrivait dans le cadre des démarches du ministère visant à développer et à moderniser l'école algérienne. S'agissant des cours privés, M. Baba Ahmed a souligné que son département œuvrera, à partir de la prochaine année scolaire et grâce à la mobilisation des capacités de tous (directions de l'éducation, parents d'élèves et partenaires sociaux), à lutter contre «ce

phénomène négatif». «Le ministère ne peut accepter que le professeur oblige l'élève à suivre des cours particuliers et il n'est pas raisonnable que ce phénomène touche les élèves de 1ère et 3ème année du primaire», a-t-il affirmé.

Par ailleurs, le ministère organisera, prochainement, un forum national de lutte contre le phénomène de la violence en milieu scolaire avec la participation de la Direction générale de la Sécurité nationale (DGSN), le Commandement général de la Gendarmerie nationale et des universitaires, a annoncé le ministre. Cette rencontre permettra de mettre en place des mécanismes visant à lutter contre ce fléau qui a pris de l'ampleur ces dernières années dans les établissements scolaires du pays, a-t-il souligné, déclarant qu'il ne faut pas dramatiser ce phénomène dont les principales causes sont l'utilisation de jeux électroniques par des élèves ado-

lescents». M. Baba Ahmed a également mis en relief les efforts déployés par son département pour l'amélioration des prestations de service dans le secteur de l'éducation, notamment en ce qui concerne l'actualisation du site électronique du ministère qui fournit des informations utiles et nécessaires, dont de nouvelles mesures permettant de réduire les documents demandés aux élèves. Des instructions ont été données par le ministre pour un meilleur accueil des élèves dans tous les établissements scolaires. Constatant que les établissements scolaires de la wilaya de Tissemsilt ne connaissent pas de forts taux d'occupation des classes et sont dotés de structures nécessaires telles les laboratoires d'informatique et de salles de sports, le ministre a insisté sur l'impérative dotation de chauffages dans tous les établissements éducatifs.

Les syndicats reconduisent la grève, le ministère invite au «dialogue» et à la «sagesse»

Le Syndicat national autonome des professeurs de l'enseignement secondaire et technique (SNAPEST) a décidé jeudi de reconduire le mouvement de grève des travailleurs de l'éducation, entamée dimanche dernier alors que le ministère de l'Education a réitéré, de son côté, l'appel au «dialogue» et à la «sagesse».

A l'issue d'une réunion tenue en fin de journée, le SNAPEST a décidé de reconduire la semaine prochaine sa grève de trois jours les 3, 4 et 5 février (lundi, mardi et mercredi), a indiqué à l'APS, le coordonnateur national du syndicat, Meziane Meriane. Estimant que le ministère de l'Education s'est muré «dans le silence» face aux revendications du SNAPEST, M. Meriane invite la tutelle à «corriger les bavures contenues dans le statut particulier et qu'elle a elle-même reconnus».

«Nous ne disons pas que les portes du dialogue sont fermées mais nous estimons que nous n'avons pas eu encore de véritables négociations sur les préoccupations que nous soulevons. Si cela relève des prérogatives d'autres ministères et de la Fonction publique, que des discussions soient ouvertes avec eux», a-t-il ajouté.

L'Union nationale du personnel de l'éducation et de la formation (UNPEF) a décidé également de reconduire la semaine prochaine la grève entamée dimanche dernier, «à moins qu'il y ait réponse» de la part du ministère quant à sa plate-forme de revendications, a affirmé à l'APS son président, Sadek Dziri.

Tout en rappelant que le syndicat avait déposé un préavis de grève le 22 janvier dernier auprès du ministère de tutelle, il a relevé que ce dernier «n'a pas donné de suite».

Outre la reconduction de cette action, l'UNPEF envisage d'organiser des sit-in dans les 50 Académies à travers le territoire national et ce durant la journée de lundi 3 février, à partir de 10 h. Le Conseil national autonome des professeurs de l'enseignement secondaire et technique (CNAPEST) avait décidé, pour sa part, de recourir à la même action le mardi 4 février, rappelant-on, cette grève d'une journée étant «reconduite», et ce, «en fonction de l'attitude de la tutelle», a insisté son coordonnateur national à l'APS, M. Nouar Larbi.

Le CNAPEST se joindra ainsi au débrayage lancé la semaine dernière par le SNAPEST et l'UNPEF, qui ont décidé de reconduire cette action la semaine prochaine.

«Le ministère de l'éducation plaide la cause des syndicats s'agissant de la révision du sta-

tut particulier mais la solution n'est pas à son niveau, elle est au niveau de la Fonction publique et des ministères du travail et des Finances», a insisté le représentant de ce département, son chargé de communication, Fayçal Haffaf qui a réitéré la «disponibilité» des responsables du secteur au «dialogue».

Le représentant du ministère nie, par ailleurs, les affirmations des syndicats quant à «une fin de non recevoir» à leurs doléances, assurant à ce propos que des «rencontres ont eu lieu» avec l'UNPEF à la suite de leur dépôt de préavis de grève.

S'agissant d'autres revendications liées à la promotion des enseignants, M. Haffaf rappelle que le ministère de tutelle «ne peut pas enfreindre la loi» s'agissant de l'évolution dans la carrière dans ce grade, d'autant que la Fonction publique s'y «refuse», a-t-il noté.

TOURISME

La qualité des services touristiques et la médiatisation indispensables pour la promotion du tourisme



Le ministre du Tourisme et de l'artisanat traditionnel, Mohamed Amine Hadj Said, a insisté jeudi à Bouira, sur la nécessité d'améliorer la qualité des prestations de services et de médiatiser les potentialités touristiques du pays pour promouvoir et développer davantage le secteur.

«La wilaya de Bouira connaît un déficit en matière de promotion touristique, et nous allons adopter un plan et une stratégie forte et efficace pour donner à cette wilaya sa véritable image touristique, ainsi que pour les autres wilayas du pays», a souligné le ministre au cours d'une visite dans la wilaya.

«La promotion seule ne suffira pas pour atteindre cet objectif. Il faut aussi encourager les investissements dans le secteur et les adapter aux caractéristiques environnementales de chaque région», a-t-il relevé, cependant, plaçant également pour l'amélioration des services offerts aux touristes.

«Le secteur a besoin également de financement, c'est pour cela que l'Etat a signé des conventions avec plusieurs banques publiques et privées afin que celles-ci puissent accompagner et soutenir les projets touristiques à travers le pays», a fait savoir M. Hadj Said au cours de sa visite qui l'a conduite dans un atelier de poterie à Bouira, ainsi qu'au chalet du Kaf à Tighzert et à l'hôtel de Djurdjura à Tikjda.

Le développement de ce secteur «nécessite aussi l'implication de plusieurs autres secteurs tels que celui de l'énergie, de l'hydraulique, entre autres», a relevé le ministre qui a visité également le chantier de réalisation d'un camp de jeunes près du barrage de Tiledit dans la commune de Bechloul.

APS

SELON M. BENBADA :

L'accord commercial préférentiel «Algérie-Tunisie» bientôt en vigueur

L'accord commercial préférentiel entre l'Algérie et la Tunisie entrera en vigueur durant les prochaines semaines et contribuera à hisser le niveau des échanges commerciaux entre les deux pays, a affirmé le ministre du Commerce, Mustapha Benbada.

Dans un entretien à l'APS, M. Benbada a indiqué que «tous les aspects procéduraux de cet accord ont été finalisés» ajoutant que l'accord «remplacera l'accord commercial en vigueur dans le cadre de la grande zone arabe de libre échange et nous en sommes aux dernières retouches pour que l'accord préférentiel entre en vigueur dans les prochaines semaines».

Pour le ministre du commerce, cet accord «similaire» à l'accord de partenariat avec l'UE a été négocié depuis 2006 et signé en 2008. Le ministre a indiqué que «l'annonce de l'entrée en vigueur de cet accord pourrait être faite lors de la Grande commission mixte algéro-tunisienne



prévue en début février en Tunisie».

En vertu de cet accord, il sera procédé à la définition de listes de produits des deux pays qui seront exonérés des taxes douanières et d'une liste comprenant des produits industrialisés algériens exonérés de taxes douanières à hauteur de 40% à leur entrée en Tunisie outre des exonérations des taxes douanières totales pour une liste de 10 à 15 produits agricoles et agro-alimentaires. Le deuxième accord que comptent introduire l'Algérie et la Tunisie accorde d'importants avantages aux deux pays en termes d'échanges commerciaux en plus de ceux énoncés dans le cadre de la zone arabe de libre-échange. En 2012, la Tunisie était le deuxième client arabe de l'Algérie et le deuxième fournisseur également, mais avec un excédent de la balance commerciale en faveur de l'Algérie. Les exportations de la Tunisie vers l'Algérie avoisinaient les 407 millions de dollars en 2012 contre 1 milliard de dollars d'importations de produits algériens.

NAÂMA 782 emplois créés par les petites et moyennes entreprises en 2013

Sept cent quatre vingt deux (782) emplois ont été créés dans le cadre de l'activité de 184 petite et moyennes entreprises (PME), montées à travers la wilaya de Naâma, a-t-on appris jeudi auprès de la direction du développement industriel et de la promotion de l'investissement.

Les secteurs du bâtiment et des travaux publics viennent en têtes des entreprises créées avec un taux de 75%, suivis par les services (15 %) puis les secteurs du commerce, de l'artisanat et de l'agriculture, a indiqué le directeur du secteur, Omar Hamouti. Le nombre d'entités créées dans la wilaya connaît une hausse d'une année à une autre pour atteindre l'an dernier, le nombre de 2.662 PME qui ont généré un total de 9.805 emplois déclarés auprès de la caisse nationale des assurances sociales, a-t-il ajouté. La wilaya a mis en place des structures d'accompagnement pour soutenir ces entreprises et encourager les jeunes à investir, à l'exemple du centre de facilitation qui se charge de l'accueil, l'orientation et l'accompagnement des porteurs de projets, selon la même source. Dans le cadre de la promotion de l'investissement, le secteur a pris en charge l'aménagement de zones d'activités au niveau des communes de Naâma (27 hectares), Ain-Sefra (29 ha) et Mécheria (27 ha), pour un coût de près de 800 millions de DA, à être réceptionnées à la fin de 2014, a-t-on fait savoir. L'agence nationale d'intermédiation et de régulation foncière (Aniref) a finalisé les études techniques concernant la réalisation d'un parc industriel sur 300 hectares au niveau de la zone de Herchaya (10 km au nord de Naâma). L'appel d'offres national et international de ce projet sera lancé prochainement, selon la direction du secteur.

APS

M. LAMARA LATROUS, PRÉSIDENT DE L'UAR L'A INDICÉ «Le marché national des assurances intéresse toujours les compagnies étrangères»

Le marché national des assurances intéresse toujours les compagnies étrangères qui estiment que la règle des 51/49 régissant l'investissement étranger n'est pas un frein à leurs activités, a indiqué jeudi Lamara Latrous, président de l'Union des assurances et de réassurance (UAR).

S'exprimant sur les ondes de la Radio nationale, M. Latrous a souligné que le secteur des assurances en Algérie est ouvert à la concurrence, en soulignant que la règle des 51/49 «est acceptée» par les compagnies d'assurances étrangères.

«Près de vingt-trois acteurs (publics, privés, et mixtes) sont présents sur le marché national dont sept organismes spécialisés dans l'assurance de personnes», a-t-il précisé.

Pour ce qui est de la situation du marché d'assurance, ce même responsable a relevé que la couverture en assurances au niveau national demeure «faible». «Avec 3.000 DA de dépense par habitant, le taux de pénétration de la couverture assurance reste faible en Algérie» selon M. Latrous qui préconise une plus grande agressivité commerciale des compagnies d'assurances.

«Il faut que les compagnies d'assurances communiquent davantage sur les produits notamment les assurances de personnes» récemment introduites a-t-il dit sur ce point.

Actuellement, les compagnies d'assurances sont en train de se redéployer sur de nouveaux créneaux comme les assurances de personnes, des PME/PMI, l'assurance des équipements industriels et la couverture des risques ménages. Citant l'exemple de l'assurance catastrophes naturelles, «le chiffre d'affaires pour ce produit (2 milliards DA) reste faible» eu égard à l'importance du patrimoine immobilier concerné, a noté M. Latrous.

En matière de sinistres, sur une enveloppe de 50 milliards DA déboursés en 2013 par les compagnies d'assurances, la majeure partie (78%) de ce montant a concerné la branche automobile.

Face au nombre important des sinistres, M. Latrous a confirmé que l'UAR a demandé aux pouvoirs publics de relever le taux de l'assurance obligatoire qui est

maintenu à un niveau très faible 1.200 DA (12 euros). S'exprimant sur le marché des assurances au niveau mondial, le premier responsable de l'UAR a fait savoir qu'il représente un chiffre d'affaires de près de 5.000 milliards de dollars dont 50 milliards de dollars pour le marché africain. L'Afrique du Sud vient en tête avec un chiffre d'affaires de 40 milliards de dollars, selon les données de M. Latrous.

«En Algérie, le marché des assurances représente un chiffre d'affaires de 111 milliards de DA (1.2 milliards de dollars). Sur ce montant, la part de l'assurance automobile est de près de 54%» a-t-il encore ajouté.

En réponse à une question sur le délai de traitement des demandes de remboursement, M. Latrous a indiqué que des «efforts sont accomplis dans ce domaine».

«Les compagnies reçoivent près de 1 million de déclarations d'accidents chaque année, et nous nous attelons actuellement à liquider tous les dossiers litigieux» a-t-il indiqué.

FERMETURE DES ROUTES À BEJAIA 2 millions DA de manque à gagner pour le port



Quelque 2,3 millions de dinars de manque à gagner sont générés, ces derniers jours, par le phénomène des fermetures des routes sur le port de Bejaia, selon son PDG, Djelloul Achour, qui en mesure l'impact par la baisse des quantités de marchandises transbordées sur les camions de chargement. «L'impact des fermetures des routes sur l'activité portuaire est préoccupant», a-t-il déploré, expliquant que du fait des barages de protestations, installés ces trois derniers jours sur la RN 09, reliant Bejaia à Sétif et sur la RN12, joignant Bejaia à Tizi-ouzou, les chargements ont baissé sensiblement, passant successivement de 34.000 tonnes/jour, à 29.000 tonnes puis à 26.000 tonnes. La raison en est que les camions, bloqués dans les barages, «peinent à rejoindre le port et les quais de chargement avec toutes les conséquences qui en découlent, autant sur leur chargement, les délais de livraison, qu'au plan des ruptures de charges au niveau des navires», a-t-il souligné. Mardi dernier, deux céréaliers à quai ont dû travailler par intermittence, à cause de la rupture de charges relevée au niveau des installations, a-t-il observé, à cet égard, relevant que quelque 1200 camions fréquentent quotidiennement le port, qui pour charger, qui pour décharger, mais dont l'activité à plein régime est subordonnée, souvent, à ce phénomène de blocage des routes, motivé pour l'essentiel par des revendications sociales, articulées autour de l'état des routes, de l'alimentation en eau, en électricité et en gaz, et de l'assainissement.

SELON LE DIRECTEUR DE COMMUNICATION ET DES RELATIONS PUBLIQUES AU MINISTÈRE DES FINANCES : «La loi de Finances 2014 contribuera à l'encouragement de l'investissement»

La Loi de Finances 2014 contribuera à l'encouragement de l'investissement, la création d'emploi et la protection de l'économie nationale, a affirmé, mercredi à Mostaganem, le directeur de communication et des relations publiques au ministère des Finances, Benali Brahim. Parmi les mesures contenues dans la Loi de Finances 2014 figurent l'exonération sur la taxe foncière d'une durée de dix ans au profit des jeunes investisseurs au titre des dispositifs d'emploi, bénéficiaires du Fonds national de développement du Sud et six ans pour ceux bénéficiant du Fonds national de développement de la steppe, a souligné le même responsable, lors d'une journée d'information sur cette Loi, organisée par la chambre de commerce et d'industrie «Dahra» de Mostaganem. Cette Loi comporte aussi la réduction des impôts sur les gains dans le domaine des activités

de production de marchandises, de bâtiment, de travaux publics et de tourisme de 25 à 19 %, a-t-il ajouté. Les investisseurs actant dans des branches stratégiques définies par le Conseil national de l'investissement bénéficieront, au titre de la loi de finances, de l'exonération des impôts sur les gains et de taxe sur l'activité professionnelle durant cinq années. La loi de Finances 2014 oblige tout investissement supérieur à 1,5 million DA de passer par le Conseil national de l'investissement CNI, a indiqué le même responsable. Des opérateurs économiques ont mis l'accent, lors de cette rencontre à laquelle ont assisté des cadres des Impôts et des Douanes, sur la nécessité de poursuivre l'encouragement à l'investissement, créateur d'emploi pour les jeunes, de combattre la fraude fiscale et d'accompagner les investisseurs pour relancer l'économie locale.

Le PNUD prévient de l'augmentation des inégalités sociales dans le monde



Le Programme des Nations Unies pour le développement (Pnud) a averti contre les inégalités croissantes des revenus à travers le monde, en indiquant que 1% des plus riches de la planète contrôlent 40% des richesses du monde, tandis que la moitié la plus pauvre de l'humanité ne contrôle guère plus de 1% des richesses.

«Les niveaux d'inégalités actuels au sein des pays et entre les pays sont injustes et ils freinent le progrès humain», a prévenu l'Administrateur du Pnud, Mme Helen Clark, lors du lancement du nouveau rapport de cette organisation onusienne, montrant que les inégalités ont augmenté de 11% entre 1990 et 2010.

Parmi les faits marquants du rapport est qu'une majorité significative des ménages dans les pays en développement, soit plus de 75% de la population mondiale, vivent dans des sociétés plus inégales aujourd'hui comparé à 1990.

Pour réduire durablement les inégalités, il importe d'adopter des modes de croissance plus inclusifs, appuyés par des politiques de redistribution et des normes sociales renouvelées, selon le document intitulé «Humanité divisée : Faire face aux inégalités dans les pays en développement». Selon le Pnud, si rien n'est fait, les inégalités pourraient saper les fondements mêmes du développement et de la paix sociale et nationale.

Il est vital que les pays en développement et émergents réalisent la croissance économique pour atteindre le premier Objectif du Millénaire pour le développement (OMD), qui vise à réduire de moitié la pauvreté d'ici à 2015.

Toutefois, des revenus nationaux plus élevés et une croissance économique plus rapide ne se traduisent pas toujours par un abaissement des inégalités dans les domaines de l'éducation, de la santé et d'autres domaines du bien-être humain. Dans le rapport, le Pnud souligne que les fortes inégalités vont au-delà des questions de revenus. Ainsi, si les femmes sont plus présentes sur les marchés du travail, elles restent surreprésentées dans les emplois précaires et sous-représentées parmi les catégories de cadres et de décideurs et elles continuent d'être payées beaucoup moins que leurs collègues hommes. Un autre sujet de préoccupation est le fait que dans les pays en développement, les enfants issus des familles les plus modestes ont cinq fois plus de risque de mourir avant l'âge de cinq ans que les enfants des familles les plus aisées. Les autres principaux messages du rapport est que le creusement des inégalités de revenus au cours des vingt dernières années a été en grande partie provoqué par la mondialisation au sens large, mais les choix de politique intérieure ont eux aussi joué un rôle important. Les inégalités de revenus demeurent les principales causes d'inégalités relatives à d'autres aspects du bien-être matériel, mais d'autres éléments ont également leur importance, notamment la qualité de la gouvernance, les dépenses sociales et les normes sociales, indique le Pnud.

La reprise de l'économie américaine se confirme

L'économie américaine a crû à un rythme soutenu de 3,2% au dernier trimestre 2013 contre 4,1% au trimestre précédent, a indiqué jeudi le département américain du Commerce dont les statistiques confirment une consolidation continue de l'économie des Etats-Unis.

Ces nouvelles statistiques, qui ont été accueillies avec soulagement à Wall Street, sont venues conforter la position de la Réserve fédérale qui avait décidé, depuis décembre dernier, de déceler progressivement son programme de rachat des obligations mis en place pour booster l'économie américaine après la crise financière de 2008. Pour plusieurs analystes, l'économie de la première puissance mondiale commence réellement à aller dans la bonne direction et à jeter les bases d'une expansion plus forte avec, également, une hausse des exportations et des investissements des entreprises, éclipsant les dommages causés par la fermeture partielle des organismes fédéraux durant la crise du «shutdown» d'octobre dernier. Cette embellie a été ant-



icipée par la banque centrale américaine qui a opté, mercredi dernier, pour une autre réduction de son programme de rachat d'actifs qui passe, désormais, de 75 à 65 milliards de dollars par mois.

En effet, suite à la crise financière de 2008 qui avait fragilisé l'économie américaine, la Fed avait opté pour une politique d'injection de liquidités pour soutenir l'économie à travers des rachats d'obligations du Trésor accompagnés de taux d'intérêt à un niveau proche de

zéro. Ce qui a permis aux banques de disposer suffisamment de fonds pour pouvoir accorder des prêts aux entreprises et aux ménages avec, en plus, des taux d'intérêt bas servis aux demandeurs de crédits.

Outre la croissance du PIB, les chiffres de l'emploi se sont également améliorés avec un taux de chômage qui s'est établi à 6,7% en décembre dernier, soit son plus bas niveau depuis 5 années.

Janet Yellen prêtera serment à la tête de la Fed ce lundi

Janet Yellen, qui a été choisie par le président Barack Obama pour succéder à Ben Bernanke à la tête de la Réserve fédérale américaine (Fed), sera officiellement intronisée lundi, a indiqué la Fed jeudi dans un communiqué. Mme Yellen, 67 ans, qui devient la première femme à présider l'institution monétaire, «prêtera serment en tant que présidente du conseil des gouverneurs du système de Réserve fédérale le 3 février à 09H00 (14H00 GMT)», indique le communiqué. Elle succède à Ben Bernanke, 60 ans, qui aura été à la tête de la Banque centrale des Etats-Unis pendant huit ans. D'abord présidente de l'antenne régionale de San Francisco pendant six ans à partir de 2004, Mme Yellen est déjà vice-présidente de la banque centrale depuis 2010.



ZONE EURO

Le taux de chômage inchangé en décembre à 12%

► L'inflation continue de ralentir à 0,7% en janvier

Le chômage est resté stable en décembre dans la zone euro, à 12,0%, selon les chiffres publiés vendredi par l'office européen de statistiques (Eurostat), qui a révisé à la baisse le taux du mois de novembre. Le taux de novembre a été revu à 12,0% contre 12,1% précédemment. Le taux de chômage est stable sur l'ensemble du quatrième trimestre. En décembre, la zone euro comptait 19,01 millions de chômeurs, soit 129.000 de moins qu'en novembre, précise Eurostat. En un an en revanche, le nombre de chômeurs de la zone euro s'est accru de 130.000 personnes. Parmi les Etats membres, le taux de chômage le plus faible a été enregistré en Autriche (4,9%), suivie de l'Allemagne (5,1%) et du Luxembourg (6,2%). Le taux le plus élevé était celui de la Grèce, qui atteignait 27,8% selon les dernières données disponibles, datant d'octobre. L'Espagne vient juste après, avec 25,8% en décembre, un taux en baisse par rapport à novembre (26,4%). Sur un an, les hausses les plus marquées ont été enregistrées à Chypre (de 13,9% à 17,5%), en Grèce (de 26,1% à 27,8% d'octobre à octobre), aux Pays-Bas

(de 5,8% à 7,0%) et en Italie (de 11,5% à 12,7%). Les baisses les plus marquées ont été observées en Irlande (de 14,0% à 12,1%) et au Portugal (de 17,3% à 15,4%). Le chômage des jeunes a diminué en décembre 2013: 3,5 millions de jeunes de moins de 25 ans étaient au chômage dans la zone euro, soit une diminution de 23.000 en un mois et de 77.000 par rapport à décembre 2012. Le taux de chômage des jeunes a reculé à 23,8% en décembre contre 24,0% en novembre, et 23,9% en décembre 2012. Il a notamment diminué en Espagne tout en restant exceptionnellement élevé, passant de 55,2% en novembre à 54,3% en décembre. En Grèce, les chiffres datant du mois d'octobre ne disent pas si la tendance y est la même à la fin de l'année. En octobre en tout cas, le taux de chômage des jeunes a fortement augmenté à 59,2% contre 56,8% en septembre. Dans l'ensemble de l'Union européenne, le taux de chômage était de 10,7% en décembre, contre 10,8% en novembre. Le nombre de chômeurs dans l'UE atteignait 26,2 millions de personnes, soit 162.000 de moins en un mois.

RUSSIE

Le gouvernement réduit son estimation de croissance 2013 à 1,3%

Le gouvernement russe a révisé à la baisse vendredi, à 1,3%, son estimation de la croissance du Produit intérieur brut (PIB) pour 2013 et indiqué que sa prévision pour 2014, de 2,5%, serait difficile à atteindre. «Notre évaluation préliminaire de croissance du PIB pour 2013 est de 1,3%, ce qui est un peu plus faible que prévu», a déclaré le vice-ministre de l'Economie en charge des prévisions macroéconomiques, Andreï Klepach, cité par les agences russes.

Mercredi, le ministre de l'Economie Alexei Ouloukaïev avait donné une estimation de 1,4%. L'office fédéral des statistiques doit publier le chiffre officiel dans les jours à venir. Quel que soit le chiffre final, il s'agit de la croissance la plus faible depuis la récession de 2008-2009. En 2012, la Russie avait enregistré une hausse de 3,4% de son PIB, après 4,3% en 2011. Même si cette performance est plus élevée que celle enregistrée par bien des pays de l'UE, elle est insuffisante, de l'aveu des autorités russes, à la modernisation du pays.

Le ralentissement de la croissance fait partie des facteurs qui expliquent la brutale dégringolade du rouble depuis le début de l'année (-6,5% face au dollar, -5% face à l'euro). Selon M. Klepach, la croissance s'est accélérée sur l'ensemble du quatrième trimestre (1,4% sur un an) mais a de nouveau ralenti au mois de décembre (1%). «Cela signifie que la tendance générale, au ralentissement, va apparemment se prolonger au premier trimestre», a indiqué le responsable, évaluant la croissance à 1% au premier trimestre.

Pour l'année 2014, le gouvernement prévoit une accélération à 2,5% mais il a estimé que «si la tendance actuelle se confirme, cela sera moins». Plus tôt vendredi matin, le ministre, Alexei Ouloukaïev, avait dit voir «des signes prometteurs d'amélioration». «Il semble que nous avons passé le point bas à un moment au troisième trimestre de 2013», a-t-il déclaré.

L'économie russe a subi l'an dernier un brusque ralentissement de la production industrielle et des investissements. La consommation, après avoir résisté une grande partie de l'année, a malgré tout ralenti au fil des mois et les distributeurs ont indiqué avoir constaté un changement de comportement des ménages, qui choisissent des produits meilleur marché.

TIZI-OUZOU Le jeune enlevé Amirouche inhumé en son village natal



La dépouille mortelle du jeune Mebrek Amirouche, exécuté par ses ravisseurs cinq jours après son enlèvement, a été inhumée vendredi, au cimetière de son village natal d'Oumaden, sis dans la commune de Beni Zmenzer, à une dizaine de kms au sud de Tizi-Ouzou.

La cérémonie des obsèques s'est déroulée en présence d'une foule nombreuse, venue notamment des localités relevant de la daïra de Beni Douala, pour compatir avec la famille du défunt et accompagner celui-ci à sa dernière demeure.

Mebrek Amirouche (38 ans), commerçant de son état, enlevé vendredi dernier à Beni Zmenzer, a été retrouvé mort mercredi dernier dans un cours d'eau traversant le village Azaghar de la commune d'Agouni Gueghrane, dans le piémont du Djurdjura, à une quarantaine de kms au sud de Tizi-Ouzou.

Au moment de sa découverte, la victime avait les mains liées et portait des blessures causées par une arme blanche. Le lendemain de l'enlèvement de son fils, la famille de la victime a reçu un coup de téléphone anonyme lui intimant le paiement d'une rançon de 3 millions de DA contre sa libération.

«L'affaire de l'enlèvement du jeune Mebrek de Beni Zmenzer n'a rien à voir avec le terrorisme», avait déclaré jeudi à Blida le chef d'état-major du 1^{er} Commandement régional de la Gendarmerie nationale, le colonel Aïssa Bidel.

M'SILA 12 mandats de dépôt après la rixe entre jeunes

Mouad B.

Douze jeunes âgés de 20 à 29 ans de la cité 1000 logements à M'Sila ont été mis en examen en fin de semaine, deux jours après la rixe qui a gravement blessé 6 personnes à l'arme blanche. Une treizième personne a bénéficié de citation directe. Le parquet, qui a requis un mandat de dépôt pour les 13 personnes arrêtées, a ouvert une information judiciaire pour violences avec usage d'une arme sur la voie publique et destruction des biens d'autrui.

• Saisie de 3250 sachets de tabac à chiquer

Pas moins de cent mille 3250 sachets de tabac à chiquer, sans facture, ont été saisis en fin de semaine dans la localité d'El Hamel (60 km au sud de M'Sila), a-t-on appris auprès du groupement de la Gendarmerie nationale de M'Sila.

Le tabac a été découvert dissimulé à bord d'un véhicule se dirigeant vers la wilaya de Bousaâda, lors d'un barrage fixe de contrôle routier dressé près d'El Hamel, a fait savoir la même source.

ALGER Il tue sa voisine, 16 ans de réclusion criminelle

A. Ferrag

Une lourde condamnation au cours du récent procès de Karim, âgé de 29 ans, consomme de la drogue, sans profession, repris de justice et résidant à Alger, ce jeune homme est accusé de meurtre sur la personne de sa voisine Yamina, âgée de 71 ans, comme à chaque fois qu'il souffre d'un manque d'argent destiné la plupart du temps à se procurer des psychotropes.

Karim se rend chez sa voisine Yamina, qui le fait rentrer sans penser que cela allait lui coûter la vie. Il bouscule sa voisine violemment puis s'empare d'un couteau et lui assène plusieurs coups de couteau, puis il quitte le domicile en emportant l'arme du crime, l'argent et les bijoux.

Alertée par un voisin suite à la découverte macabre, la police s'est dépêchée sur les lieux du crime et a procédé en présence du procureur de la République et du médecin légiste, au transfert du corps de la victime vers la morgue.

Aussitôt arrêté par les éléments de la police judiciaire, Karim fut placé sous mandat de dépôt par le magistrat instruc-



teur pour homicide volontaire. Karim fut emprisonné pour meurtre en endossant les articles 30, 254, 263 alinéa du code pénal.

À sa comparution lors de la dernière session criminelle près le tribunal d'Alger, le mois de janvier 2014, l'accusé reconnut tous les faits retenus contre lui, Karim plaide coupable. Le président ne manquera pas de rappeler le passé de l'accusé. Karim avait un casier judiciaire bien chargé. Les faits sont clairs et le représentant du ministère public ne fait que

les décrire afin de prouver toute la sauvagerie de l'accusé envers sa voisine, «je prie l'honorable cour de n'accorder aucune clémence à cet individu». Il requiert ensuite une peine de 20 ans de réclusion criminelle.

L'avocat de la défense sollicite la clémence de la cour, il demande les circonstances atténuantes en faveur de son mandant.

La cour se retire pour délibérer, le verdict tombe enfin : Karim est condamné à 16 ans de réclusion criminelle.

SELON LA PROTECTION CIVILE 2 194 interventions en deux jours

Durant la période du 29 au 30 janvier 2014, les unités de la Protection civile ont enregistré 2194 interventions, dans les différents types d'interventions pour répondre aux appels de secours, suite à des accidents de la circulation, accidents domestiques, évacuation sanitaire extinction d'incendies, dispositif de sécurité, etc.

Plusieurs accidents de la circulation ont été enregistrés par nos secours dont 08 accidents les plus mortels ayant causé le décès à 07 personnes et 13 blessées, traitées par nos secours puis évacuées vers les structures hospitalières. Le bilan le plus lourd a été enregistré au niveau de la wilaya de Tébessa, avec 02 accidents de circulation qui a causé le décès de 02 personnes, 01 personne décédée heurtée par un véhicule au niveau de la commune de Tébessa survenue sur la RN 10 et une autre personne est décédée suite au ren-



versement d'un véhicule léger au niveau de la commune Tlidjane.

En outre, les secours de la Protection civile sont intervenus pour prodiguer des soins de première urgence à 02 personnes incommodes par le monoxyde de carbone, émanant d'un appareil de chauffage au niveau de la wilaya de Médéa, à la cité Bezouiche commune de Médéa.

Par ailleurs, les éléments de la Protection civile sont intervenus pour l'extinction de 05 incendies urbains et divers au niveau des wilayas d'Alger avec 02 incendies, Chlef, Tizi-Ouzou et Guelma, ces incendies ont causé des brûlures à 01 personne au niveau de la wilaya de Guelma, suite à un incendie déclaré à l'habitation d'une habitation au lieu-dit El Hessaïnia Ali commune de Bouhachana.

BORDJ BOU ARRERIDJ Les accidents ont régressé de 34 % en 2013 sur le tronçon de l'autoroute Est-Ouest

Le nombre d'accidents survenus en 2013 sur le tronçon de l'autoroute Est-Ouest traversant la wilaya de Bordj Bou Arreridj a régressé de 34 % par rapport à 2012, a indiqué mercredi le commandant du groupement territorial de la Gendarmerie nationale, le lieutenant-colonel Lounès Aouragh.

Animant un point de presse au siège du groupement, cet officier a précisé que la multiplication des contrôles et la présence de radars «semblent avoir eu l'effet dissuasif escompté», étant donné,

a-t-il précisé, que le facteur humain reste «le principal responsable des sinistres».

Sur un autre plan, les éléments de la Gendarmerie nationale ont réussi durant la même période (2013) à saisir 44 kg de kif traité et à démonter deux réseaux internationaux de trafic de produits psychotropes dont «des ramifications s'étendent au Mali et au Niger».

Ils ont également traité dans le cadre de la lutte contre la corruption une affaire d'infraction à la réglementation des

marchés publics impliquant cinq cadres de l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI) et plusieurs entrepreneurs.

Le lieutenant-colonel Aouragh a également fait état d'une baisse de 12% de la criminalité et de la neutralisation de six associations de malfaiteurs spécialisées dans le vol par l'effraction des domiciles, conduisant à l'arrestation de 23 individus dont 18 ont été placés sous mandat de dépôt.

APS

BORDJ BOU ARRÉRIDJ : Bilan annuel de la Gendarmerie nationale Tout va bien

Mouad B.

Le commandement du groupement de la Gendarmerie nationale de Bordj Bou Arréridj, se dit satisfait de la baisse des crimes et délits. A en croire le colonel Lounès Aourague, commandant du groupement de la GN de la wilaya, 1 520 affaires (91 crimes, 874 délits et 738 infractions) ont été enregistrées durant l'année écoulée 2013, contre 1736 en 2012.

Le commandant, lors d'une conférence de presse, tenue mercredi dernier, poursuit en soulignant que 1 377 personnes ont été arrêtées en 2013 dont 71 femmes et 170 ont été placées sous mandat de dépôt.

La majorité des crimes et délits enregistrés concernent des atteintes aux personnes (59%) et aux biens (29%), avec des affaires de coups et blessures volontaires ou de vol sous ses diverses formes.

Vol de véhicules : trois véhicules récupérés sur les 10 volés.

Trois véhicules sur 10 volés durant l'année 2013 dans la wilaya de Bordj Bou Arréridj ont été récupérés, a indiqué le confédier qui a fait état de «l'évolution de l'efficacité» du corps de la Gendarmerie.

Vol de bétails : une baisse de 43%

Durant l'année écoulée, 27 affaires ont été traitées dont 4 résolues. Pas moins de 606 bêtes volées dont 566 moutons, 17 chèvres, 16 vaches et 7 veaux. 5 personnes arrêtées et 218 bêtes récupérées.

En 2012, 50 affaires ont été enregistrées dont 12 résolutions impliquant 25 personnes (13 placées sous mandat de dépôt). Le nombre de bêtes volées était de 1118 dont 233 récupérées.

Vol des câbles de cuivre : une nette régression

Les vols de câbles électriques et téléphoniques ont connu durant l'année écoulée une nette recrudescence à travers la wilaya comparativement à l'année 2012, selon un bilan de la Gendarmerie nationale.

Le bilan, établi par le Commandement du groupement de la Gendarmerie nationale de wilaya de Bordj Bou Arréridj, fait état de l'enregistrement, durant l'année 2013, de 4 affaires de vol de ce matériau contre 15 cas signalés durant 2012.

D'après ce même bilan, il a été enregistré le vol, durant l'année écoulée, de 913 mètres linéaires de câbles à travers la wilaya contre 8 227 en 2012.

Les vols et agressions sur le réseau routier :

En 2013, 8 affaires de vol et d'agression sur le réseau routier ont été enregistrées contre 18 en 2012, soit une baisse de 44%. Trois affaires ont été traitées et huit personnes arrêtées.

Lutte contre la drogue : 49 830 comprimés de psychotropes saisis

Pour ce qui est des affaires de stupéfiants, les éléments de la gendarmerie ont traité, durant l'année 2013 (une baisse de



40%), 28 affaires avec l'implication de 57 individus dont 49 ont été incarcérés. Plus de 11 kg de kif traité ont été saisis et 49 830 comprimés de psychotropes.

Pour 2012, 51 affaires traitées, 78 personnes arrêtées dont 60 placées sous mandat de dépôt plus de 44 kg de kif traité saisis et 335 comprimés de psychotropes.

Trafic de la fausse monnaie : 187 faux billets saisis

Deux affaires liées au trafic de la fausse monnaie ont été enregistrées pour l'année 2013 impliquant 7 personnes. Les gendarmes ont saisi 51 billets de coupures de 1 000 DA, 87 billets de coupures de 200 DA et 49 billets de coupures de 2 000 DA. Durant l'année 2012, une seule affaire seulement a été traitée et un seul billet de 500 DA récupéré.

Falsification technique des véhicules : une seule affaire en 2013

Pour cette année 2013, une seule affaire concernant la falsification technique enregistrée et 2 autres concernant la falsification des papiers contre deux affaires en 2012 pour la falsification technique et 19 affaires pour falsification de vignettes.

Possession d'armes, de munitions et de produits prohibés

Deux affaires traitées en 2013 et la saisie de 2 fusils de chasse dont un utilisé dans un homicide et 14 cartouches.

Les mêmes services ont traité une affaire de transport de 6 tonnes d'engrais sans autorisation.

En 2012, le nombre d'affaires traitées était de 3 qui a permis la saisie d'un fusil de chasse de fabrication artisanale, 2 pistolets automatiques et des centaines de munitions de différents calibres.

Lutte contre la corruption

L'affaire concerne 5 employés de la direction de l'Opgi et 2 entrepreneurs. Ils étaient accusés de faux et usage de faux et de détournement de bien public.

Infraction aux mouvements des capitaux

Une somme estimée à 4 millions de dinars algériens (46 214 euros, 40 dollars, 35 livres et 20 dinars tunisiens) a été saisie durant cette année 2013 contre 19 668 250,00 DA en 2012.

Protection du consommateur

Suite à l'intoxication de 5 enfants, les gendarmes ont saisi 300 000 cannettes de boisson énergétique de marque «Marinas Turbo» dont la date de pé-

remption a expiré. Dans une autre affaire, 2 040 bouteilles d'eau de javel ont été saisies pour non-conformité.

Le numéro vert 1055 :

Durant l'année écoulée, pas moins de 17 439 appels ont été enregistrés avec une moyenne de 48 appels/jour.

2 069 des appels de plaintes ou demande d'aide : 918 pour des accidents de circulation, 852 demandes d'aides et d'orientation, 134 pour des renseignements et 165 dénonciations.

15 370 appels concernant des demandes de renseignements ou juste pour tester le système.

Attention aux escroqueries et aux arnaques sur le net

Cette escroquerie abuse de la crédulité des victimes en utilisant les messageries électroniques (courriels principalement) pour leur soutirer de l'argent. Les premières escroqueries de ce type sont apparues comme des escroqueries sous la forme de livraison postale.

Un scam se présente généralement sous la forme d'un spam dans lequel une personne affirme posséder une importante somme d'argent (plusieurs millions de dollars en héritage, pots-de-vin, comptes tombés en désuétude, fonds à placer à l'étranger à la suite d'un changement de contexte politique, etc.) et fait part de son besoin d'utiliser un compte existant pour transférer rapidement cet argent. La personne à l'origine du scam demande de l'aide pour effectuer ce transfert d'argent, en échange de quoi elle offre un pourcentage sur la somme qui sera transférée, en général par la «voie diplomatique».

Si la victime accepte, on lui demandera petit à petit d'avancer des sommes d'argent destinées à couvrir des frais imaginaires (notaires, entreprises de sécurité, pots-de-vin...) avant que le transfert ne soit effectué ; bien entendu, ce transfert n'aura jamais lieu.

D'autres se disent spécialisés dans la transformation du papier en billets d'argent. L'apport des experts dans les affaires traitées par les gendarmes en 2013. Durant cette année 2013, 160 interventions des experts sur les scènes de crimes ont été enregistrées.

La brigade cynophile a effectué pas moins de 1 002 interventions enregistrées durant cette année écoulée.

ANNABA 25 000 CD piratés saisis par la police

Pas moins de 25 000 CD contrefaits, en infraction avec la loi sur l'édition, ont été saisis lors d'un contrôle inopiné effectué dans la soirée de mardi dans des locaux commerciaux à Annaba, a-t-on appris mercredi auprès des services de la sûreté de la wilaya.

Le chef de la brigade économique et financière de la police judiciaire, le commissaire Mouhib El Aissoub a souligné, au cours d'une conférence de presse, que cette opération s'inscrit dans le cadre de la lutte contre la contrefaçon et l'atteinte aux droits de la propriété intellectuelle et artistique. L'opération effectuée en compagnie de représentants de l'Office national des droits d'auteur et des droits voisins (Onda) est «la première du genre» au cours de cette année. Affirmant qu'un «programme de contrôle intensif» des commerces versés dans la vente de CD et DVD est programmé «au cours de cette année», le commissaire El Aissoub a souligné que les CD saisis comprennent diverses variétés musicales et des films piratés. En 2013, une quarantaine d'opération de contrôle similaires ont été effectuée par la même brigade, a-t-on noté.

OUARGLA 7 tonnes de kif traité et 12.650 psychotropes saisis en 2013

Une quantité de 7,923 tonnes de kif traité et 12.651 comprimés de psychotropes ont été saisis durant l'année 2013 à travers la wilaya de Ouargla, a-t-on appris auprès du groupement territorial de la Gendarmerie nationale (GN).

Ces saisies ont été opérées dans 54 affaires traitées dans le cadre de la lutte contre le trafic de drogue, a précisé le commandant du groupement territorial de la GN, le lieutenant-colonel M. Misoum Benamara. Ces affaires se sont soldées par l'arrestation de 86 personnes, dont 68 ont été placées sous mandat de dépôt et 18 autres remises en liberté, a-t-il ajouté. Parmi ces affaires, figurent deux grosses prises distinctes ayant permis, dans des opérations combinées, la saisie de 3,575 tonnes et de 1,586 tonne de kif traité, en octobre et juillet derniers, près de Hassi-Messaoud, a-t-il ajouté. Dans une autre affaire remontant à la fin janvier 2013, les éléments de la GN ont mis la main sur 12 526 comprimés de psychotropes, au niveau de la RN-16 entre Touggourt et El-Oued, a-t-on fait savoir. Cette affaire a permis l'arrestation de 5 personnes activant sur l'axe Bordj Badji-Mokhtar (frontières algéro-maliennes), Adrar, El-Oued et Ouargla, selon la même source. L'année 2013 a connu une hausse dans les affaires de trafic de drogues traitées et les quantités saisies, comparativement à l'année 2012 qui a enregistré 38 affaires s'étant soldées par la saisie de 1,356 tonne de kif traité et 377 comprimés de psychotropes, selon le bilan annuel des activités de la GN de Ouargla.

Tébessa et sa région sous la neige

Les premiers flocons de neige ont commencé à tournoyer hier dans la matinée sur la ville de Tébessa et ses environs, recouvrant, en moins de temps qu'il n'en faut pour enfiler sa kachabia, l'antique Thévest sous un blanc manteau, a-t-on constaté. La neige de plus en plus drue dans l'après-midi, a atteint par endroits une épaisseur de 30 cm ce qui a pour effet de perturber la circulation routière sur de nombreux axes routiers, particulièrement dans le voisinage des monts de Gaâgâa, de Bekkaria et de T'Noukila. Des appels à la prudence ont été lancés par la Gendarmerie nationale à l'adresse des usagers de la route, à travers les ondes de la radio locale, leur demandant notamment de se renseigner avant d'emprunter les routes de montagne.

Selon les services de la météorologie, la neige devrait continuer à tomber sur cette région de l'extrême-est du pays jusqu'à une heure tardive de la nuit de vendredi à samedi.

APS

TLEMEN

Saisie de plus de 5 quintaux de kif traité provenant du Maroc

Les éléments du service régional de lutte contre les stupéfiants de Tlemcen ont saisi 5,11 quintaux de kif traité provenant du Maroc, a indiqué la direction de la Sûreté de wilaya. L'opération, menée mardi dans une étable camouflée par du foin dans la daira de Maghnia, a permis d'arrêter deux personnes, selon le communiqué de la Sûreté de wilaya qui a indiqué que l'un des deux prévenus a reconnu qu'il détenait une autre quantité de 174 kg de kif traité découverte dernièrement

à l'intérieur d'un véhicule incendié par des trafiquants trafiqués par la police.

Les mêmes services ont appréhendé dans la commune de Souani trois camions roulant à grande vitesse vers les frontières algéro-marocaines, la nuit au milieu de la broussaille et ont découvert à leur bord 9,5 quintaux de pois chiche, 9,44 qx de cuivre et 7,52 qx de pièces de rechange d'automobiles, selon le même communiqué.

ANEP

Parution d'un ouvrage d'un journaliste algérien sur la révolution tunisienne

Dans un livre intitulé «Halet Thawra: Mihnati Al-Dimouqratiya Wa Al-Nadjah Al-Moumkin» (Situation révolutionnaire : épreuve de la démocratie et possibilités de réussite), le journaliste algérien Athmane Lahiani raconte et analyse les changements en Tunisie post-révolution de janvier 2011 à partir de son expérience de correspondant dans ce pays voisin.

Publié aux éditions Anep, ce livre de 135 pages en langue arabe sur les bouleversements sociopolitiques survenus en Tunisie, est une compilation de la couverture médiatique réalisée par l'auteur sur les premières révoltes dans la ville de Sidi Bouzid en décembre 2010, puis leur propagation dans tout le pays.

Athmane Lahiani met en avant le rôle des sit-in de protestations et de soutien aux habitants de Sidi Bouzid, organisés à Tunis par le syndicat Ugtt (Union générale des travailleurs tunisiens), dans l'accélération des événements qui ont conduit à la chute du président Zine El Abidine Ben Ali.

Pour lui, la manière pacifique avec laquelle les protestations se sont exprimées à travers tout le territoire tunisien découle de l'efficacité des organisations de la société civile et au niveau d'instruction des Tunisiens, qui ne seraient donc pas «tombés dans le piège de la violence» et des «provocations» du régime déchu.

Ce rôle important de la société civile tunisienne est également, selon la lecture que l'auteur en fait, à l'origine de la transformation des révoltes populaires spontanées en «situation révolutionnaire organisée», notamment par l'encadrement des protestataires.

Cette attitude organisée et cette union des différentes forces politiques et vives de la société civile tunisienne s'explique, écrit l'auteur, par la longue expérience de l'Ugtt et son fort ancrage social en Tunisie depuis 1978.

Le journaliste met également en exergue dans son livre l'attitude des partis politiques tunisiens (les formations de gauche ou le principal parti islamiste) qui ont su, de son point de vue, préserver la «révolution» de toute déviation idéologique, surtout, estime-t-il, en l'absence de leader politique.

Toutes ces réalités permettent à l'auteur de conclure son essai par une vision optimiste quant à l'avenir de la Tunisie dans un contexte de cohabitation entre le parti islamiste dit «modéré» Ennahda et l'Ugtt, un syndicat qu'il considère comme le garant de la cohésion sociale et un obstacle à toute déviation politique qui viendrait menacer les acquis révolutionnaires.

LES PAYS-BAS

ET LA GUERRE D'ALGÉRIE

Un essai sur la solidarité néerlandaise avec la Révolution algérienne

L'historien hollandais Niek Pas analyse dans «Les Pays-Bas et la guerre d'Algérie», un essai paru aux éditions Barzakh, les formes de solidarité exprimées par une partie de la société civile néerlandaise à l'égard de la cause de l'Indépendance algérienne, à partir du déclenchement de la guerre de libération nationale en 1954.



Publié aux Pays-Bas en 2008, puis écrit et traduit en français pour l'Algérie, ce livre recense les réactions à la guerre de libération nationale chez différentes couches sociales aux Pays-Bas, un allié «fidèle» de la France et membre de l'Otan.

Dans cet essai de 200 pages, sur un sujet peu connu, Niek Pas confronte la position officielle du Royaume de Hollande –pour qui la Guerre d'Algérie était une «affaire interne française»– et l'intérêt progressif des Néerlandais (militants politiques, journalistes, intellectuels ou citoyens ordinaires) dont certains comparaient le combat algérien à la résistance contre le nazisme dans leur propre pays.

Selon l'auteur, cet intérêt pour l'Algérie, manifeste d'abord dans les milieux d'extrême gauche puis dans des journaux de même orientation, avant de mobiliser une plus large partie de l'opinion, procède également de la «stratégie d'internationalisation» des dirigeants du FLN dans un contexte de «crise mondiale» due à la Guerre froide. S'appuyant sur des archives diplomatiques, des coupures de presse et des correspondances, l'historien met en exergue, dans la première partie du livre, l'«attention particulière» de la France à la presse hollandaise où «s'affirmait de plus en plus» une critique de la politique de «pacification» de l'Algérie.

A l'exemple de ce compte rendu paru dans le journal catholique «De Maasbode» d'un livre français dénonçant la torture, qui a valu à la rédaction du journal des «pressions» exercées directement par l'ambassade de France aux Pays-Bas ou par des personnalités «amies» de la France dans ce pays. Aux côtés des écrits journalistiques, «peu nombreux» et peu influents, la popularisation, à partir 1953, de la télévision au Pays-Bas sera déterminante dans la mobilisation des Néerlandais, poursuit l'auteur.

Elle culminera à l'été 1959 avec le succès populaire de «Redt Een Kind» (Sauvez un enfant), une campagne de solidarité avec les enfants algériens réfugiés au Maroc organisée par VPRO, une association protestante. Celle-ci lancera des appels aux dons à la radio puis diffusera une série de reportages télévisés qui donneront lieu à un concert de charité, suivi par quelque «deux à trois millions» de Néerlandais.

Pour Niek Pas, le succès «retentissant» de cette campagne s'inscrit également dans un contexte international, marqué par la proclamation à l'ONU (Organisation des Nations unies) de l'année 1959 «Année mondiale des réfugiés».

Il note, à cet égard, le lien entre le problème des réfugiés algériens au Maroc et

en Tunisie, tel que posé par les représentants du FLN à l'Assemblée générale de l'ONU, et l'évolution, à la même époque, du droit international sur la question des réfugiés. Dans la dernière partie de son essai, ce professeur d'histoire à l'Université d'Amsterdam s'intéresse aux intellectuels hollandais partisans du combat de l'Algérie parmi ceux qui ont apporté leur soutien à l'édification de l'Algérie indépendante. A l'exemple des militants trotskistes Michel Stupen et Sal Santen, engagés dans les opérations d'émission de faux billets au profit de la Fédération de France du FLN et dont le procès entre 1960-1961 à Amsterdam marque, selon l'auteur, l'implication directe des Pays-Bas dans la guerre d'Algérie.

Comme beaucoup d'autres trotskistes, Sal Raptis se rendra en Algérie après 1962 pour «y mettre en oeuvre le socialisme au nom de la IV^e Internationale» (organisation communiste fondée par Trotsky) et sera nommé conseiller par le président Ahmed Ben Bella en 1963. «Les Pays-Bas et la guerre d'Algérie» est illustré d'affiches de la campagne «Sauvez un enfant», de photographies des reportages de la Vpro et des manifestations de solidarité avec l'Algérie organisées à Amsterdam en 1961.

«Semaâ Enda» un spectacle musical sur le conte maghrébin présenté à Alger

Le spectacle musical «Semaâ Enda», réunissant pour la première fois sept artistes d'Algérie, de Tunisie et du Maroc autour du patrimoine oral du conte et de la musique populaire maghrébins a été présenté jeudi soir à Alger.

La conteuse algérienne Sihem Kennouche a revisité à la salle Ibn Zeydoun (Riad El Feth) des contes du terroir à l'origine de poésie populaires célèbres, interprétées lors du spectacle par des chanteurs de différentes régions d'Algérie (Adrar, Constantine, Tizi-Ouzou et Alger) et par deux artistes tunisien et marocain.

Ce montage musical, dont le nom signifie littéralement «ce lui qui entend la rosée» alterne narration de contes et chansons inspirées de chaque histoire, le tout accompagné par un orchestre dirigé par

Kamel Maati.

Les contes comme «Kathir Al Ashab» (celui qui avait trop d'amis) à l'origine de la Qssida (poème) «El Meknassia», immortalisée par El Hadj Mohamed El Anka ou encore la célèbre légende de «Avava Inouva» étaient racontés avec un langage simple mêlant langue arabe dialectale et français dans de nombreux passages.

Relatant en majorité des histoires d'amour impossibles, ces contes étaient suivis à chaque fois par des chansons comme «El Boughi» inspirée du conte «Nedjma» et interprétée par Abbas Righi de Constantine ou encore «Lazrag Saani», une chanson du sud algérien exécutée par Djelloul Merga de Adrar.

Les chanteurs tunisiens Mohamed Jebali a, pour sa part, interprété «Sayek Endjaâ» inspi-

rée d'un conte où un amoureux transi se lamente de la perte de sa bien-aimée en la cherchant désespérément entre l'Algérie et la Tunisie.

Cette interprétation a trouvé un écho très favorable auprès du public tout comme celle de la chanteuse marocaine Hayet Boukhris qui a revisité un chant soufi après un conte sur thème de la cupidité.

Le spectacle a pris fin sur les airs tragiques de la célèbre histoire d'amour de «Hizya» où des extraits du poème éponyme de Mohamed Ben Guittoun (XIX^e siècle), chantés par Djelloul Merga, ont été alternés avec des passages de ce conte originaire de Biskra.

Mettant en avant la richesse du patrimoine maghrébin, les contes du spectacle «Semaâ Enda» ont été présentés par Sihem Kennouche dans un

langage simplifié dans un souci «de mieux transmettre aux nouvelles générations le message» qu'ils contiennent, ainsi que l'a estimé le conteuse.

Le public, enthousiaste durant le spectacle surtout lors des phases musicales, était, quant à lui, partagé sur la démarche de la conteuse, y voyant pour certains «une perte de la beauté de la langue riche et proverbiale, caractéristique conte traditionnel» alors que d'autres ont salué «l'effort de transmission» initié par l'artiste.

Produit par l'Agence algérienne pour le rayonnement culturel (Aarc), le spectacle «Semaâ Enda» devrait être présenté prochainement dans d'autres régions d'Algérie et à l'étranger, ont indiqué les organisateurs sans donner plus de précisions.

Le groupe Zalindê anime à Alger la première soirée de «Brazil rencontre El Bahdja»

Le groupe féminin de musique afro-brésilienne Zalindê s'est produit jeudi soir à Alger, dans une ambiance survoltée qui a mêlé les percussions à la danse et au chant, marquant l'ouverture des soirées «Brazil rencontre El Bahdja», une série de spectacles programmés toutes les fins de semaine, jusqu'au 20 février.



Associant leur passion de la musique afro-brésilienne au sein d'une batucada (Style de musique constituant un sous genre de la samba), les percussionnistes du groupe Zalindê se sont déchainées sur la scène de la salle Ibn Khaldoun, telle une déferlante de joie et de bonne humeur dans une ambiance carnavalesque, à l'esprit festif et débridé. Avec deux ballerines et dix percussionnistes polyvalentes qui cadenciaient, sur des rythmes binaires et ternaires, parfois en tapant sur des peaux et parfois en jouant aux guitares basse et rythmique, Zalindê, ou «beauté» en verlan dans le Portugais, est venu à Alger avec 12 musiciennes et danseuses percutantes sur la vingtaine qu'il compte à l'initiale.

Originaires du monde entier, (Du Brésil, de France, du Bénin, des Antilles, de la Colombie et du Japon entre autres), les artistes du groupe Zalindê constituent un métissage intéressant, avec autant de cultures et de sensibilités différentes qui leur permettent

d'enchaîner samba, merengue, hip-hop, raï, rythmes africains, reggae etc.

Ilê Aiyê, Na Lata, Travessia, Habanera do Zalindê et Ares do Sul sont parmi la quinzaine de pièces interprétées par le groupe qui a brillé, près de deux heures durant, de maîtrise et de dextérité, émettant une générosité à vouloir donner du plaisir à un public, relativement nombreux qui s'est délecté dans l'allégresse et la volupté.

«Quel groupe ! La percussion qui demande tant de technique et d'énergie est d'habitude, un univers exclusivement masculin », a commenté une dame parmi l'assistance.

La grosse caisse pour donner le temps fort, la caisse claire pour le temps faible, les timbales, la tumba, le surdo et autres tambourin, ganza, reco-reco et l'agogo, formant les instruments de la percussion afro-brésilienne, ont retenti dans différentes phrases rythmiques qui convergeaient vers le même thème, exploitant avec brio, les intervalles entre les temps de

chaque mesure. Créé en 2002, le groupe Zalindê est le fruit d'une rencontre entre Roberta Paim et Chloé Deyme, qui ont prit part ensemble à de nombreux concerts et festivals en France et en Europe avec des orchestres de percussions brésiliennes. Ancré à Paris, ce groupe atypique s'imprègne des cadences afro-brésiliennes et les assimile à d'autres influences musicales diverses.

En 2007 et 2011 Zalindê a remporté le premier prix du concours d'orchestres de percussions lors du Festival «Percussions» à Paris, et a également collaboré avec plusieurs artistes dont Oxmo Puccino, Kery James, Thomas Savy, Lary Crockett, Trombamania, Grand Corps Malade, Zaho et le trompettiste Ibrahim Maalouf.

Organisé par l'établissement «Arts et Culture», en collaboration avec Organic music, les soirées de «Brazil rencontre El Bahdja» se poursuivent vendredi à la salle Ibn Khaldoun à Alger, avec un deuxième concert du groupe Zalindê.

CONSTANTINE Le monologue du rire à l'honneur au théâtre

Quatre «One man show» seront présents durant ce week end au théâtre régional de Constantine (TRC), à la grande joie des amateurs de ce type de spectacles.

Ces pièces ont été sélectionnées par un jury à l'issue d'une séance d'audition parrainée par des comédiens expérimentés, organisée par le théâtre de Constantine au profit des jeunes ayant une vocation pour les monologues humoristiques, a expliqué le directeur du TRC, Mohamed Zetili, à l'APS.

Les amateurs du théâtre auront le loisir de suivre les prouesses du jeune comédien en herbe Djelloul Nedjaï et son monologue «Naskan Wahdi» (je veux habiter seul), de la comédienne Basma Kahdoun et sa pièce «Ez-har» (la chance), de Hamza Khelalfa et son One man show «Zebbal ou Fakhour» (éboueur et fier de l'être) et de Kamal Bouaouina et son spectacle «H'kayti h'kaya» (mon histoire est singulière).

M. Zetili a souligné que ces représentations sont programmées dans le cadre de la manifestation «portes ouvertes» sur la production théâtrale locale qui se prolongera jusqu'au mois de mars, date de la fermeture du TRC pour restauration en prévision de la manifestation «Constantine, capitale 2015 de la culture arabe».

TÉBESSA Projet de réhabilitation du centre de l'antique cité de Thévest



Un plan d'action portant réhabilitation du centre de l'antique cité de Thévest (Tébessa), ceinturé par la muraille Byzantine, est projeté par la wilaya, a annoncé le wali, Mabrouk Beliouz, mercredi devant les membres de l'Assemblée populaire de wilaya (APW).

Le chef l'exécutif de wilaya a au cours de cette session ordinaire de l'assemblée que 220 anciennes habitations individuelles de cette cité millénaire sont ciblées par l'opération qui portera, entre autres, sur la réfection des toits, des murs et sur la rénovation de réseaux d'eau potable et d'assainissement de sorte, a-t-il dit, de «redonner à cette cité son image et son lustre d'antan».

De nombreuses civilisations se sont succédé dans la région qui a connu, tour à tour, avant les Foutouhate musulmanes, les ères punique, atérienne, romaine, vandale et byzantine, a rappelé M. Beliouz pour qui «il s'agit là d'un trésor inestimable qu'il faut préserver».

Les habitants et le comité du quartier seront impliqués dans cette opération, a ajouté le wali, avant d'évoquer, par ailleurs, la «possible transformation» des bibliothèques communales non opérationnelles en musées d'archéologie, en vue «d'instaurer une politique ouverte aux activités touristiques».

Des mesures ont été prises par les services de la wilaya pour la récupération, au profit du secteur de la culture, de trois salles de cinéma, en l'occurrence celle d'Oumeza, d'El Kouif et de Tébessa (El-Maghreb) pour leur exploitation en tant que cinémathèques.

APS

MOSTAGANEM La nouvelle école régionale des Beaux-Arts opérationnelle

La nouvelle école régionale des Beaux arts de Mostaganem est entrée en service dernièrement, a-t-on appris auprès du directeur de cet établissement de formation d'une capacité d'accueil de 300 étudiants.

L'artiste plasticien Hachemi Ameur a indiqué que cette école réalisée dans la localité de Salamandre, au chef-lieu de wilaya, est opérationnelle depuis la mi janvier en cours, ajoutant qu'une correspondance a été adressée au ministère de la Culture pour sa baptisation au nom de l'artiste plasticien Mohamed Benkhadda, natif de Mostaganem.

Cet établissement de formation, réalisé pour un coût de 350 millions DA, dispose de 17 ateliers dont ceux de dessin, de design, de sculpture, de calligraphie et de déco-

ration, de quatre salles de cours, d'un amphithéâtre d'une capacité de 100 places, d'un hall d'exposition et d'une galerie d'arts.

L'école comprend également un dortoir de 60 lits, un restaurant, un club, un café et une salle de sports collectifs.

Cinq étudiants ont réalisé dernièrement une fresque de la nouvelle école régionale, a-t-on indiqué signalant que les responsables de cet établissement prévoient d'accroître le nombre d'étudiants de 60 cette année à 300 l'année prochaine.

L'encadrement dispose actuellement de 27 enseignants.

Décès du dessinateur et poète ivoirien Frédéric Bruly Bouabré

Le dessinateur et poète ivoirien Frédéric Bruly Bouabré, né au début des années 1920, est mort mardi à Abidjan, rapportent des médias.

Découvert en Côte d'Ivoire en 1988 par André Magnin, propriétaire de la Galerie Magnin à Paris, Frédéric Bruly Bouabré était un personnage de savoir, un sage, un pédagogue et un écrivain.

Né entre 1920 et 1923 près de Daloa (centre-ouest), le dessinateur et poète a vu sa vie basculer en 1948 lorsqu'à la suite d'une «révélation divine», il devient «Cheik Nadro», «celui qui n'oublie pas».



Au début des années 1950, il invente un alphabet pour donner à son peuple Bété une écriture. Ce syllabaire est découvert par Théodore Monod en 1958.

Frédéric Bruly Bouabré était à

l'écoute de tout ce qui se passait. Chacun de ses dessins était le relevé d'un petit savoir : une empreinte, un nuage, un papier apporté par le vent, il voulait consigner tous les savoirs dans ses manuscrits.

Parmi ses œuvres dessinées ou écrites, marquées par leur caractère indissociable, la grande exposition «Les Magiciens de la terre» et «Le sage qu'on a envie d'écouter».

Depuis ses œuvres ont été exposées dans les grands musées. Il a représenté la Côte d'Ivoire pour sa première participation à la Biennale de Venise en 2013.

PRESBYACOUSIE

LE RISQUE DE DEVENIR SOURD

Il vous arrive de demander à votre entourage de répéter les mots ou les phrases ? Des sifflements dans les oreilles vous gênent ? Vous souffrez peut-être de presbyacousie, une affection qui touche les seniors de manière plus ou moins gênante.

La presbyacousie se traduit par une baisse d'audition au niveau des oreilles et en particulier une perte de compréhension lors des conversations en milieu sonore, ou par des acouphènes (des sifflements plus ou moins forts dans les oreilles). Cette dégénérescence des cellules ciliées de l'oreille interne (qui détectent les ondes sonores) touche quasiment tous les seniors (à partir de 50 ans dans les formes les plus précoces) à des degrés divers, les hommes un peu plus tôt que les femmes. Des facteurs héréditaires mais aussi environnementaux (exposition à des bruits répétés et forts en milieu professionnel ou à de la musique dans des écouteurs) existent.

Plus la consultation chez l'ORL aura lieu tôt, plus les solutions trouvées seront efficaces. En effet, les prothèses se règlent alors avec plus de précision. Sans compter que les zones du cerveau qui correspondent à la stimulation de l'ouïe se « rouillent » si elles ne sont plus sollicitées.

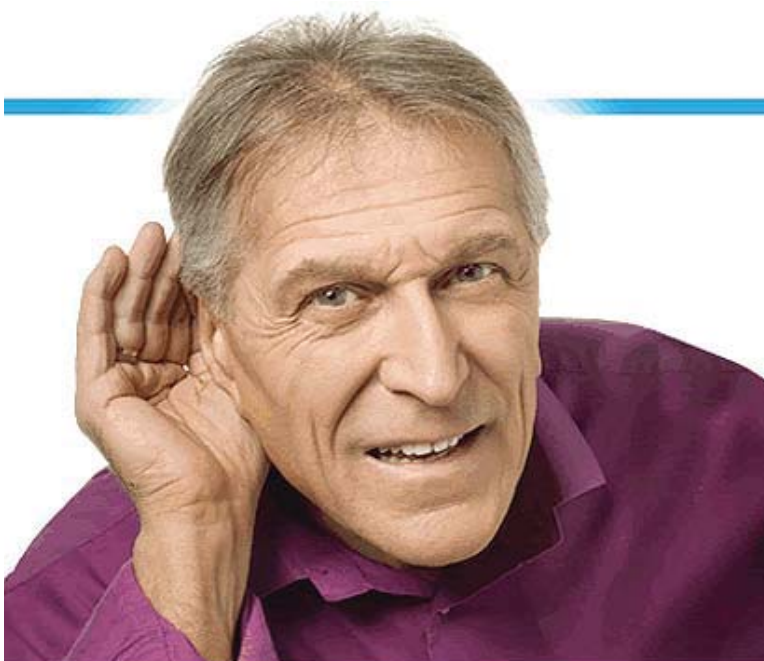
ORL tous les 2 ans

Il faut donc s'imposer une visite de contrôle une fois tous les 2 ans pour faire le point et ne pas attendre que la gêne soit insoutenable pour prendre rendez-vous. La baisse de l'audition provoque rapidement un isolement et une mauvaise image de soi. Sans compter l'agacement de l'entourage...

Le spécialiste effectue d'abord un audiogramme sur chaque oreille pour tester ses facultés sur les fréquences des sons, des graves aux plus aigus (ceux qui servent dans la compréhension de la parole et donc les moins distincts dans le cas d'une presbyacousie). En cas de problème détecté, il procède à un test d'audiométrie vocale.

Il s'agit de répéter les mots perçus dans un environnement sonore d'intensité variable.

Une fois le diagnostic de presbyacousie établi, il n'existe qu'une seule solution : les prothèses auditives. Aucune opération ne se pratique à ce jour. Et aucune étude scientifique n'a prouvé l'efficacité d'un traitement médicamenteux. Les prothèses actuelles (miniatures et numériques) permettent d'amplifier les sons avec précision et discrétion, même si les sons s'avèrent légèrement modifiés. Cela n'aggrave pas le problème comme on le croit souvent ! Il faudra cependant consulter son audioprothésiste régulièrement et son ORL de temps à autre pour surveiller l'évolution (au moins une fois après la pose des appareils).



MAL D'OREILLES

Ne tardez pas à réagir !

Pétard, musique trop forte ou marteau-piqueur, les agressions sonores sont quasi permanentes, et parfois sources de traumatisme aigu.

Traumatisme sonore : c'est quoi ?

Poussé par sa mère lorsqu'il s'est plaint de bourdonnements le lendemain d'une sortie en boîte de nuit, Jérôme a consulté et il a bien fait : « C'était insupportable, je croyais que je devenais fou ! », se souvient-il. Il venait d'être victime d'un traumatisme sonore aigu, un accident qu'il ne faut jamais négliger. Selon les personnes, les effets peuvent être transitoires, mais réversibles après un certain temps, ou permanents. Sans traitement, le risque de développer une surdité accompagnée d'acouphènes est de 32%, celui d'acouphènes seuls de 29%.

« L'exposition à un bruit traumatisant intense provoque une altération brutale, uni ou bilatérale des cellules sensorielles de la cochlée. La mort cellulaire survient dans 76% des cas », a précisé le P^r Poncet, ORL, lors du troisième colloque Audio 2 000 qui a réuni une centaine de médecins, ORL, audioprothésistes à Lisbonne.



Traumatisme sonore : réagissez vite

Pour bloquer ce processus de destruction des cellules auditives, il faut réagir dans les 24 heures. Une semaine plus tard, les séquelles sont définitives, car les traitements sont inopérants. Le principal traitement repose sur des perfusions intraveineuses de corticoïdes associés à des vasodilatateurs, ce qui implique repos et hospitalisation de quelques jours. En cas d'atteintes sévères, on peut associer des séances d'oxygénothérapie hyperbare (séjour dans un caisson spécial) qui donne aussi de bons résultats.

Pour autant, comme il n'existe pas de traitements efficaces à 100%, il est conseillé de porter des protections auditives. Les Dj et les musiciens l'ont bien compris, ils s'équipent de bouchons d'oreilles. Ceux qui les écoutent ont tout intérêt à en faire autant !

Traumatisme sonore : 3 signes d'alerte

- Des bourdonnements, des sifflements (acouphènes).
- Une sensation d'oreilles cotonneuses (hypocousie).
- Parfois des vertiges et des céphalées. Si les symptômes perdurent plus de 24 heures, il faut se faire examiner rapidement.

BRUIT Klaxon ou tondeuse à gazon, lequel est le plus gênant ?

Nuisance ou pollution sonore ?

Selon les définitions de l'Association pour l'information et la prévention dans le domaine de l'audition, une pollution sonore est un son qui crée une gêne et empêche d'être au calme alors qu'une nuisance sonore est un son qui crée des nuisances sonores.

Quelles conséquences ?

Ces nuisances ont, bien sûr, des effets sur l'audition (douleur, acouphènes, sifflements, diminution de la capacité d'écoute pouvant aller jusqu'à la surdité complète ou partielle) mais aussi des effets sur la santé et le bien-être allant du malaise à l'état dépressif en passant par l'augmentation du niveau du stress. Une étude, réalisée en Suède sur 25 000 personnes, a, par ailleurs, montré que les bruits du trafic routier étaient le principal facteur d'hypertension chez certaines personnes.

Les effets du bruit sur l'audition

Les effets du bruit dépendent à la fois du niveau sonore et de la durée d'exposition. Au-dessous de 80 dB il n'y a aucun risque auditif, entre 80 et 110 dB les dégâts progressent avec le temps, au-dessus de 110 dB l'altération de l'oreille peut être immédiate et vous pouvez souffrir d'une surdité traumatique.

A noter : après une exposition de quelques heures à un niveau élevé de bruit (concert, discothèque), vous pouvez souffrir d'effets auditifs temporaires : impression de coton dans les oreilles ou acouphènes.

Quelques heures après, l'audition redevient normale mais il s'est produit de petits traumatismes qui ont fragilisé l'oreille et qui vont accélérer son vieillissement.

Audition : klaxon ou tondeuse à gazon ?

Seuil normal de l'audition : de 0 à 10 dB

- Bruit de la campagne sans vent ni oiseaux ou insectes : de 20 à 25 dB

- Bruit d'une conversation chuchotée, dans un lieu de culte : de 25 à 35 dB

- Bruit d'une salle d'attente : 40 dB

- Bruit d'ambiance d'un bureau ou d'une salle de classe : entre 35 et 55 dB

- Bruit d'un ordinateur de bureau : 60 dB

- Bruit d'une conversation, d'une rue piétonne, d'un grand magasin de 55 à 75 dB

- Bruit d'une rue animée à fort trafic : de 75 à 90 dB

- Bruit d'une tondeuse à gazon : 92 dB

- Bruit dans une discothèque : de 90 à 110 dB

- Bruit d'un marteau piqueur à 1 mètre : 115 dB

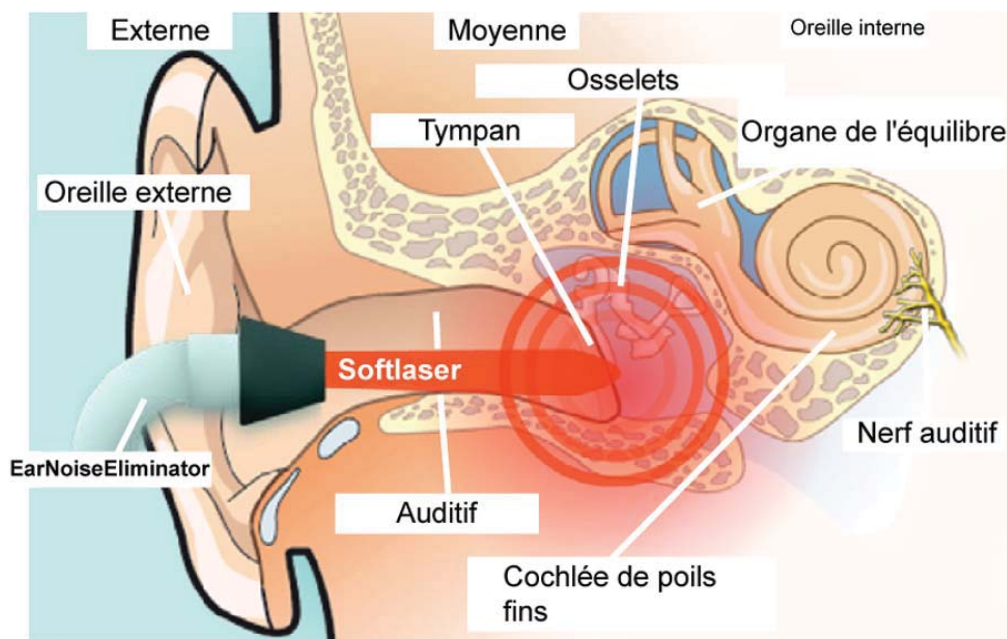
- Concert, rave-party : plus de 110 dB. Risque de traumatisme sonore aigu.

- Seuil moyen d'apparition de la douleur due au son : de 120 à 130 dB

Audition : les bouchons d'oreille sont-ils efficaces ?

Oui, affirme-t-on sur le site de la Journée nationale de l'Audition. Les bouchons d'oreille sont efficaces dès lors qu'ils sont utilisés correctement. Leur mode d'utilisation est simple : il suffit de les écraser entre les doigts et de les introduire dans le conduit de l'oreille. Une fois en place, ils se dilatent et font efficacement écran au bruit. L'atténuation moyenne est de l'ordre de 20 dB. Les aigus sont plus atténués que les graves.

Acouphènes et bourdonnements d'oreille



Les acouphènes sont des bourdonnements d'oreilles ou des bruits perçus sans raison physique extérieure. Ils affectent plus particulièrement les personnes d'un certain âge. L'origine de ce phénomène d'oreille qui siffle reste parfois inconnue. Ils justifient toujours une consultation médicale.

Quels sont les symptômes des acouphènes ?

Les acouphènes se manifestent dans l'oreille ou dans la tête de différentes façons : par des bourdonnements, des tintements, des craquements, des bruissements ou des grésillements, etc. Selon leur origine, ces sifflements d'oreille peuvent se produire d'un seul côté ou dans les deux oreilles. Les acouphènes peuvent être permanents, ou survenir seulement à l'occasion. Ils peuvent s'accompagner de douleur des oreilles. De courte durée, les bourdonnements d'oreille s'avèrent généralement parfaitement anodins. Mais s'ils persistent, ils peuvent devenir gênants, voire pénibles, et à la longue provoquer des troubles du sommeil. Ils sont souvent associés à une baisse de l'audition plus ou moins prononcée.

Hormis la gêne et la perturbation psychique qu'ils occasionnent, les acouphènes créent rarement des complications.

Quelles sont les causes des bourdonnements d'oreille ?

L'origine la plus fréquente d'un acouphène est une lésion de certaines cellules sensibles dans l'oreille interne. Ces cellules émettent alors des signaux parasites que le cerveau ne peut distinguer de ceux que produisent les sons extérieurs. Dans de nombreux cas, de telles lésions sont le fait d'une ambiance trop bruyante (comme le sifflement permanent ressenti lorsqu'on sort d'un concert ou d'une boîte de nuit dans laquelle le volume sonore était trop important) ou de processus de vieillissement.

Mais divers facteurs peuvent également en être cause : un bouchon de cérumen, une infection de l'oreille moyenne, une hypertension ar-

térielle, une insuffisance circulatoire dans certaines artères du cou ou une affection de l'oreille interne, comme la maladie de Ménière par exemple. Toute affection ou maladie qui touche l'organe de l'audition est en fait susceptible de provoquer des acouphènes.

Un acouphène peut également se déclarer suite à la prise de certains médicaments. Il peut arriver, toutefois, que la cause de ces bruits parasites reste indéterminée.

Que faire en cas d'acouphènes ?

Si les acouphènes vous gênent pour vous endormir, essayez de les couvrir par une musique douce, le tic-tac d'une montre portée au poignet ou d'un réveil posé sur la table de nuit.

Pour des acouphènes passagers, vous pouvez tenter de diminuer la gêne en vous allongeant dans le noir et au calme.

Si l'acouphène s'accompagne d'une surdité et que celle-ci est appréciable, la pose d'un appareil auditif peut supprimer l'acouphène.

Le stress accentue souvent l'acouphène et le rend plus perceptible. Des exercices de relaxation sont alors susceptibles de diminuer la gêne.

Si, dans votre cas, il n'existe aucune possibilité de traiter ces bruits parasites, tentez de les « apprivoiser ». L'échange d'expériences au sein d'un groupe d'entraide peut constituer un bon soutien. Demandez à votre médecin s'il peut vous orienter vers un tel groupe.

Que fait le médecin en cas d'acouphènes ?

Il essaie de déterminer la cause de l'acouphène. Si nécessaire, il procède au nettoyage du conduit auditif et prescrit un examen spécialisé de l'audition et de l'équilibre.

Peut-on prévenir les acouphènes ?

Dans la plupart des cas, il est difficile de prévenir l'apparition des acouphènes. Toutefois, protégez autant que possible vos oreilles des sons trop violents.

Par exemple, la fréquentation assidue de

concerts pop-rock et l'usage fréquent de lecteurs de musique portables à un volume trop élevé peuvent provoquer des troubles auditifs non seulement pendant l'enfance, mais également à l'âge adulte. Les chiffres sont éloquentes : 10 % des Français qui souffrent de troubles auditifs ont moins de dix-huit ans et un tiers des adolescents équipés de lecteurs portables reconnaissent écouter leur musique à fort volume. A long terme, l'exposition répétée à des volumes trop élevés peut contribuer à un vieillissement prématuré des organes de l'audition et entraîner une surdité chez des adultes encore jeunes. Pour éviter ces problèmes, il est préférable d'écouter la musique à un volume raisonnable et de fréquenter les concerts équipés de bouchons d'oreilles (qui devront être portés en permanence pour être efficaces).

Comment soigne-t-on les bourdonnements d'oreilles ?

Le traitement médicamenteux des bourdonnements d'oreille nécessite au préalable un avis médical. Il est important d'essayer d'identifier la cause des bourdonnements afin de pouvoir mettre en place un traitement adapté. Les vasodilatateurs sont traditionnellement utilisés, mais leur efficacité est mal établie. Certains antiépileptiques, antidépresseurs ou anxiolytiques peuvent également être proposés, bien qu'ils n'aient pas d'indication officielle dans le traitement des acouphènes.

Certains médicaments contenant de la triméthazidine (génériques de Vastarel) sont toujours indiqués dans le traitement des acouphènes. En juillet 2012, l'Agence européenne du médicament (EMA) a rendu un avis dans lequel il recommande de ne plus utiliser la triméthazidine dans le traitement des bourdonnements d'oreilles.

En effet, l'utilisation de cette substance comporte plus de risques que de bénéfices attendus : des effets indésirables neurologiques (raideur des bras et des jambes, ralentissement des mouvements, tremblements) sont parfois observés.

Clôture, hier, des travaux du 22^e Sommet ordinaire de l'UA à Addis-Abeba

L'Algérie renouvelle ses félicitations à la Mauritanie pour l'élection de son président à la tête de l'UA

Le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, représentant du président de la République, Abdelaziz Bouteflika, à la 22^e session ordinaire du Sommet des chefs d'Etat de gouvernement de l'Union africaine (UA), a renouvelé vendredi à Addis-Abeba les félicitations de l'Algérie et du président Bouteflika à son homologue de Mauritanie, Mohamed Ould Abdelaziz, pour son élection à la présidence de l'UA. «Je vous transmets de nouveau les chaleureuses félicitations du président Bouteflika pour l'élection de votre président à la tête de l'UA», a indiqué M. Sellal dans une déclaration à la Télévision mauritanienne, en marge du Sommet de l'UA.

«Le président Bouteflika m'a aussi chargé d'assurer son homologue mauritanien du soutien de l'Algérie et de son entière disponibilité à l'accompagner dans l'accomplissement de cette noble mission au service de notre continent», a ajouté le Premier ministre. «Nous avons beaucoup travaillé pour que le président Mohamed Ould Abdelaziz soit élu», a-t-il affirmé, précisant aussi que cette élection est un «honneur pour l'Algérie et le Maghreb arabe». Le président mauritanien a été élu jeudi, à l'ouverture du sommet de l'UA, président pour un mandat d'une année en remplacement du Premier ministre éthiopien, Hailemariam Desalegn.

L'ONU se dit un «partenaire indéfectible» de l'Afrique

Le vice-Secrétaire général de l'ONU, Jan Eliasson, a réitéré jeudi le soutien indéfectible des Nations Unies à l'Afrique et a souhaité un approfondissement du partenariat avec l'Union africaine (UA), rapporte l'ONU.

«Alors que le reste du monde s'efforce de sortir de la crise économique, nous nous rencontrons à un moment de progrès et de croissance économique impressionnante en Afrique», a souligné M. Eliasson lors des travaux.

Néanmoins, a-t-il soutenu, «il faudrait que cette croissance se traduise par un développement économique transformatif, avec plus d'emplois, une plus grande égalité et de meilleures conditions de vie», et ajoutant que les Nations Unies sont le «partenaire indéfectible» dans la poursuite de cet objectif.

Le vice-Secrétaire général a souligné que l'objectif des Nations Unies était d'approfondir son partenariat avec l'architecture de paix et de sécurité de l'Union africaine.

Il a évoqué plusieurs crises actuelles sur le continent africain, notant des résultats positifs en République démocratique du Congo, au Mali et en Somalie, mais a fait part de l'inquiétude que suscitent les crises au Soudan du Sud et en République centrafricaine.

M. Eliasson a salué l'initiative prise par l'Union africaine de créer une commission d'enquête sur les violations des droits de l'homme commises lors du conflit au Soudan du Sud.

S'agissant de la République centrafricaine, il a estimé que la priorité immédiate devait être de soutenir la Mission internationale de soutien à la Centrafrique sous conduite africaine (MISCA) qui, selon lui, manque sérieusement de fonds.

APS

3 mots-clés : Paix, développement et sécurité



Boualem Branki

Encore une fois, l'Algérie vient de montrer qu'elle reste l'un des pays africains les plus soucieux et les plus attachés à la sécurité en Afrique, à la sécurité des pays africains et à l'épanouissement de ces peuples. C'est dire qu'à la 22^e session de la conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union africaine, dont les travaux se sont tenus jeudi dans la capitale éthiopienne, l'Algérie était omniprésente lors de ces travaux. Et pour cause, le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, qui représentait le chef de l'Etat à cette session, a réitéré la volonté et la disponibilité de l'Algérie de rester aux côtés des peuples africains, et de travailler sans relâche à la paix et la sécurité, partout dans le continent. Ainsi, M. Sellal a réaffirmé l'appui de l'Algérie à l'initiative de création de la Capacité africaine de réponse immédiate aux crises. Ce processus est en fait guidé, a-t-il expliqué, par la volonté de l'Algérie d'être présente et de participer, avec les autres

pays africains, au règlement des crises qui secouent de plus en plus le continent. La crise en centrafricaine a en fait rappelé à tous qu'il ne peut y avoir de sécurité et de paix en Afrique sans la participation et l'implication directe des pays du continent, loin des ingérences étrangères.

L'affirmation de M. Sellal que «cette initiative s'inscrit dans le processus de renforcement de l'architecture de paix et de sécurité en Afrique, et qui témoigne de son attachement au principe de l'appropriation des processus de règlement des conflits sur le continent», est un message clair à certains pays européens dont les immixtions et les ingérences dans les conflits en Afrique n'ont fait que durcir les positions des belligérants. Et causer drames et sous-développements chroniques. Il précise ainsi que pour l'Algérie, «la mobilisation de la part de l'Afrique pour faire valoir des solutions africaines aux problèmes africains ne saurait exonérer la responsabilité du Conseil de sécurité en matière de la paix et de la sécurité internationales». Dans cette logique, M. Sellal a rappelé que l'Algérie reste toujours mobilisée

pour aider le Mali à trouver lui-même les solutions à sa longue crise politique, et que l'Algérie, fidèle à des principes de bon voisinage, demeure attachée et concernée par le retour à la réconciliation entre tous les Maliens. Et, sur ce registre, l'Algérie rappelle à toutes les parties maliennes l'importance de la préservation de l'unité et l'intégrité du territoire malien, ainsi que le lancement effectif d'un dialogue malien qui ouvre la voie à une paix durable, notamment au nord de ce pays. En fait, l'Algérie, par la voix du représentant du Président Bouteflika à cette session de l'Union africaine, vient rappeler à tous que la paix et la sécurité en Afrique, particulièrement dans les zones de tension ou de conflits armés, ne peuvent être acquises sans dialogue, sans réconciliation. Et, surtout, pour la fin des disparités et des guerres inutiles, pour que les peuples d'Afrique apprennent eux-mêmes à se prendre en charge. C'est là en fait le message de l'Algérie aux pays africains, un message de paix, d'aide et de soutien aux pays en proie à des conflits fratricides.

• L'Algérie, réaffirme son rôle de pays africain leader

Les travaux de la conférence au sommet qui se sont tenus rappellent le sous le slogan «2014, année de l'agriculture et de la sécurité alimentaire en Afrique», en commémoration du 10^e anniversaire de l'adoption du programme africain global de développement agricole, ont été axés autour de l'agriculture et de la sécurité alimentaire et d'autres questions liées à la paix et la sécurité dans le continent noir. L'ordre du jour des

travaux a compris une série de décisions, de recommandations et de propositions liées essentiellement aux questions de développement, de paix et de sécurité dans le continent africain.

Les travaux du 22^e sommet ordinaire se sont achevés vendredi par l'adoption des recommandations et décisions proposées. Les dirigeants africains ont affirmé jeudi les progrès réalisés par l'Afrique en matière de développement,

plaidant toutefois pour davantage d'efforts en matière de paix et de sécurité pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD).

Ils ont également salué l'engagement de l'UA quant aux objectifs tracés dans le cadre de la lutte contre la pauvreté, les maladies et les épidémies et le développement du continent pour lui permettre de réaliser son agenda pour l'année 2063, appelant à relancer le pro-

cessus de développement et à accorder de nouvelles chances aux jeunes africains.

Par ailleurs, les dirigeants africains ont souligné la nécessité d'appuyer la stabilité dans les pays qui connaissent des conflits armés, appelant la société civile à apporter sa contribution pour le rétablissement de la paix, le retour de l'ordre constitutionnel et le renforcement du processus politique.

Clôture, hier, des travaux du 22^e Sommet ordinaire de l'UA à Addis-Abeba

CRÉATION DE LA CAPACITÉ AFRICAINE DE RÉPONSE IMMÉDIATE AUX CRISES : Le plein appui de l'Algérie

L'Algérie réitère son appui à l'initiative de création de la Capacité africaine de réponse immédiate aux crises, a affirmé jeudi à Addis-Abeba le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, qui représente le Président de la République, Abdelaziz Bouteflika, à la 22^e session de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union africaine (UA).



« Cette initiative s'inscrit dans le processus de renforcement de l'architecture de paix et de sécurité en Afrique et témoigne de l'attachement de l'Afrique au principe de l'appropriation des processus de règlement des conflits sur le continent », a indiqué M. Sellal dans son intervention sur les questions de paix et de sécurité, lors du sommet de l'UA. « La mobilisation de la part de l'Afrique pour faire valoir des solutions africaines aux problèmes africains ne saurait exonérer la responsabilité du Conseil de sécurité en matière de la paix et de la sécurité internationales », a-t-il fait observer. Le Premier ministre a indiqué, dans ce sens, que l'UA reste mobilisée dans les processus de résolution des situations nées des cas de remise en cause de l'ordre constitutionnel, se félicitant par ailleurs de la réussite des élections à Madagascar.

L'Algérie favorable à la relance du dialogue inter-malien
Enchaînant sur la situation sécuritaire prévalant dans plusieurs pays du continent, le Premier ministre a évoqué les « avancées remarquables » dans le ré-

tablissement de la sécurité au Mali et de l'ordre constitutionnel, affirmant à ce propos que l'Algérie fonde de « grands espoirs » pour l'aboutissement des efforts de relance du dialogue inter-malien.

« Un dialogue destiné à prendre en charge les aspirations légitimes des populations du Nord du Mali dans le cadre de la préservation de l'intégrité territoriale et de l'unité nationale du Mali », a souligné M. Sellal, précisant que « c'est là le sens des efforts de l'Algérie en faveur du lancement d'un dialogue inter-malien ». S'agissant de la situation au Soudan du Sud, M. Sellal a salué les efforts de l'Initiative de l'autorité intergouvernementale pour le développement (Igad) pour contribuer à la résolution de cette crise par le dialogue, alors que pour la Centrafrique, il a estimé nécessaire un « surcroît de mobilisation et d'efforts afin d'éviter une situation irrémédiable ».

Le 22^e Sommet de l'UA sous le signe d'une « Afrique renaissante »
Evoquant le 22^e sommet de l'UA, M. Sellal a relevé qu'il coïncide avec l'en-

tame d'une nouvelle année sous le signe d'une « Afrique renaissante », dont le présent est fait de « défis immenses, mais aussi d'espoirs pour ses peuples ». Il a ainsi fait référence au projet de stratégie-2063, imprégné de l'esprit ayant animé la célébration du 50^e anniversaire de l'OUA/UA, le qualifiant de « témoignage d'une Afrique vivante, renaissante, fière de son passé et maître de son destin ».

« La volonté de l'Afrique de s'imposer dans l'élaboration des stratégies de développement des Nations unies, à travers l'agenda de développement post-2015, est là aussi un exemple de dynamisme et de vitalité », a encore souligné le Premier ministre, notant que « c'est ce même élan qui guide sa participation déterminée au processus de réformes des Nations unies tout en restant résolument attachée à la défense de sa position commune ». Par ailleurs, M. Sellal a rendu hommage à titre posthume au leader sud-africain Nelson Mandela et a félicité, au nom du président Abdelaziz Bouteflika, le président mauritanien, Mohamed Ould Abdelaziz, pour son élection à la présidence de l'UA.

M. Sellal s'entretient avec le président malien...

Le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, représentant du président de la République, Abdelaziz Bouteflika, à la 22^e session ordinaire du Sommet des chefs d'Etat de gouvernement de l'Union africaine (UA), s'est entretenu vendredi à Addis-Abeba, avec le président malien, Ibrahim Boubacar Keita.

L'entretien, qui s'est déroulé en marge des travaux du 22^e et dernier jour du Sommet de l'UA et en présence du ministre des Affaires étrangères, Ramtane Lamamra, a porté notamment sur la candidature du Mali à la Banque islamique de développement.

...avec le président de Djibouti ...

Le Premier ministre Abdelmalek Sellal, représentant du président de la République, Abdelaziz Bouteflika, à la 22^e session ordinaire du sommet des chefs d'Etat de gouvernement de l'Union africaine (UA), s'est entretenu vendredi à Addis-Abeba, avec le président de Djibouti Ismail Omar Guelleh. L'audience s'est déroulée en marge du sommet de l'UA, en présence du ministre des Affaires étrangères, Ramtane Lamamra.

... et avec le nouveau président de Madagascar

Le Premier ministre Abdelmalek Sellal, représentant du président de la République, Abdelaziz Bouteflika, au 22^e sommet ordinaire des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union africaine, s'est entretenu, jeudi à Addis-Abeba, avec le président de la République de Madagascar, Hery Rajaonarimampianina. M. Sellal a félicité à cette occasion M. Rajaonarimampianina, élu président de son pays la semaine dernière. L'audience s'est déroulée en marge du sommet de l'UA, en présence du ministre des Affaires étrangères Ramtane Lamamra.

APS

RÉFORME DES NATIONS-UNIES M. Lamamra prend part à la réunion au Comité des 10 chefs d'Etat de l'UA



Le ministre des Affaires étrangères a pris part à la réunion du Comité des dix chefs d'Etat de l'Union africaine (UA) sur la réforme des Nations-Unies, en sa qualité de représentant de l'Algérie qui fait partie de ce Comité. La réunion s'est déroulée en marge de la 22^e session ordinaire du Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de l'UA, dont les travaux ont débuté jeudi dans la capitale éthiopienne, Addis-Abeba.

Le Comité a « pris note » des derniers développements dans le cadre des négociations intergouvernementales sur la réforme des Nations-Unies et a réaffirmé la position africaine notamment le consensus d'Ezulwini et la Déclaration de Syrte, a-t-on indiqué auprès de cette instance de l'UA. Le Comité a demandé, en outre, à se réunir dans la capitale tchadienne (Ndjamena) à la fin du mois de février 2014 pour élaborer les stratégies de promotion de la position africaine commune lors des négociations intergouvernementales, a-t-on ajouté.

L'autodétermination du peuple sahraoui doit être une priorité dans l'agenda de l'UA

Le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination doit constituer une priorité dans l'Eagenda de l'Union africaine (UA), a déclaré jeudi le Vice-président de la République d'Angola, Manuel Domingos Vicente.

Dans une intervention sur les questions de paix et de sécurité, lors du som-

met de LEUA à Addis-Abeba les 30 et 31 janvier, M. Domingos a affirmé que « le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination doit constituer une priorité dans l'Eagenda de l'Union Africaine ».

Il a souligné la nécessité de mettre en oeuvre les engagements pris librement par les deux parties, en l'occurrence le

Maroc et le Front Polisario et approuvés par l'UA.

Le vice-président de la République d'Angola a rappelé que l'UA avait pris plusieurs décisions concernant l'accélération de l'application de la légalité internationale à travers, notamment, un référendum d'autodétermination.

Lavrov recevra un chef d'opposition le 4 février à Moscou

Le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov et le chef de la Coalition nationale des forces de l'opposition et de la révolution syrienne Ahmad Jarba s'entretiendront le 4 février à Moscou au sujet du règlement du conflit syrien, a-t-on indiqué vendredi à Moscou.

La rencontre en question s'inscrira dans le cadre des contacts actifs que la Russie entretient avec tous les représentants de l'opposition syrienne dans le but d'apporter une solution susceptible de satisfaire toutes les parties en conflit, indique le ministère. La Syrie est secouée depuis bientôt trois ans par une crise civile sans précédent qui a déjà fait plus de 130.000 morts selon des ONG. Afin d'apporter une solution au conflit, les représentants du pouvoir et de l'opposition syriens ont engagé des négociations dans le cadre de la conférence de paix Genève-2 lancée le 22 janvier à Montreux, en Suisse. Initiée par Moscou et de Washington, ce forum prend fin ce vendredi 31 janvier. Le deuxième round de négociations est prévu le 10 février prochain, selon les officiels syriens.

L'évacuation de l'arsenal chimique syrien doit «s'accélérer»

L'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) a indiqué que le rythme de l'évacuation des armes chimiques hors du territoire syrien doit s'accélérer, alors que moins de 5% des armes les plus dangereuses ont jusqu'à maintenant été évacuées, selon un communiqué de l'OIAC publié vendredi.

«La nécessité d'accélérer le rythme de ce processus est évidente», a soutenu le directeur-général Ahmet Uzumcu lors d'une réunion jeudi du Conseil exécutif de l'OIAC, cité dans le texte. «Il faut trouver des moyens d'assurer la continuité et la prévisibilité des transports», a ajouté la même source. Seuls deux chargements d'agents chimiques ont quitté la Syrie, les 7 et 27 janvier, via le port de Lattaquié pour être détruits en mer. Selon Washington, cela représente environ 4% de ce qui aurait dû être évacué au 31 décembre. Le chef du Pentagone Chuck Hagel a déclaré jeudi que son pays est «inquiété» du fait que la Syrie n'ait évacué de son territoire que moins de 5% de son arsenal chimique le plus dangereux. Le ministre français des Affaires étrangères, Laurent Fabius, a de son côté mis en garde la communauté internationale contre le retard dans le processus de destruction, et que le mouvement se soit ralenti. Selon le plan de destruction des armes chimiques syriennes approuvé par l'ONU, la Syrie devait avoir évacué à cette date les 700 tonnes d'agents chimiques les plus dangereux déclarés par Damas, notamment ceux intervenant dans la composition du gaz moutarde et du gaz sarin. La Syrie doit en outre, selon ce même plan, avoir évacué au 5 février 500 tonnes supplémentaires d'agents chimiques dits de «catégorie 2». Le plan conclu en septembre sous l'égide de Moscou et Washington et approuvé par l'ONU prévoyait que la totalité de l'arsenal chimique syrien soit détruite au 30 juin 2014.

GENÈVE II :

Selon Lakhdar Brahimi, médiateur des Nations unies et de la Ligue arabe

La conférence est un «début très modeste, mais c'est un début»

Le médiateur des Nations unies et de la Ligue arabe Lakhdar Brahimi a souligné vendredi, à la fin de la première session de négociations entre le gouvernement syrien et l'opposition, que la conférence de paix sur la Syrie est un «début très modeste, mais c'est un début».

«C'est un début sur lequel on peut construire», a-t-il dit, affirmant qu'il avait noté «quelques points de convergence» entre les deux parties.

Les négociations syriennes reprendront «en principe» le 10 février, a indiqué le médiateur. La délégation du gouvernement syrien a précisé qu'elle devait d'abord consulter Damas pour confirmer cette date. «J'ai suggéré de reprendre (les pourparlers) en se basant sur un agenda sur lequel on s'était mis d'accord et de nous rencontrer le 10 février (...) la délégation du gouvernement a dit qu'elle avait besoin de consulter d'abord Damas», a indiqué M. Brahimi. Il a présenté dans un document écrit sa lecture de la conférence commencée le 22 janvier à Montreux, affirmant vouloir se focaliser «sur les éléments positifs». «Les deux parties ont dialogué à travers moi, ce fut un



démarrage très difficile mais les deux parties ont pris l'habitude de s'asseoir dans la même pièce», a noté le diplomate. «Il ne fait pas de doute que les

positions importantes sont très éloignées, nous avons cherché des points communs sur lesquels les deux parties pouvaient s'entendre», a-t-il ajouté.

Le gouvernement syrien ne fera «aucune concession» dans les négociations

Le ministre syrien de l'Information, Omrane al-Zohbi, a prévenu vendredi au dernier jour du premier round de pourparlers que le gouvernement syrien ne fera «aucune concession» dans les négociations qui se déroulent à Genève avec l'opposition sous l'égide de l'ONU.

«Ni dans ce round, ni dans le prochain, ils (l'opposition) ne pourront obtenir de la délégation syrienne aucune concession (...) Ils n'obtiendront pas par la politique ce qu'ils n'ont pas pu obtenir par la force», a lancé le ministre qui s'adressait à des manifestants pro-régime rassemblés devant le siège de l'ONU à Genève.

Le gouvernement syrien et l'opposition, en négociations depuis samedi sous l'égide de l'ONU, se sont accusés mutuellement jeudi d'actes de «terrorisme» dans la guerre

qui les oppose depuis près de trois ans.

«Il n'y a pas eu d'accord sur la façon de le traiter», a indiqué le représentant spécial conjoint de l'ONU et de la Ligue arabe pour le conflit en Syrie, Lakhdar Brahimi dans une conférence de presse. «Je ne sens pas réellement de changement dans la position des deux interlocuteurs», a-t-il ajouté.

Il a annoncé que la dernière réunion prévue vendredi pour cette session de pourparlers viserait à tirer «quelques leçons sur ce que nous avons fait et cherchera comment nous pouvons mieux nous organiser pour la prochaine session».

Celle-ci devrait se tenir aux alentours du 10 février à Genève. La date sera confirmée vendredi.

2^e jour de distribution d'aide au camp Yarmouk de Damas

L'Agence des Nations unies chargée des réfugiés palestiniens (UNRWA) a affirmé que la distribution de l'aide alimentaire dans le camp de réfugiés palestiniens de Yarmouk, assiégé par l'armée syrienne depuis sept mois, s'est poursuivie vendredi pour la deuxième journée. Le porte-parole de l'UNRWA Chris Guness a précisé qu'un nouveau convoi a pu pénétrer vendredi dans le camp. «Le personnel de l'UNRWA avait distribué un peu moins de 100 rations à 10H00 (08H00 GMT) contre 1.026 la veille», a-t-il expliqué.

Chaque ration est suffisante pour dix jours à une famille de huit personnes. Selon ce responsable de



l'UNRWA, les personnes ayant besoin de cette aide à Yarmouk «se comptent par dizaines de milliers, dont les 18.000 Palestiniens, parmi lesquels des femmes et des enfants». Selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH), 87 personnes sont mortes de faim et d'absence de soins médicaux dans le camp.

En 2011, près de 150.000 Palestiniens et autant de Syriens y vivaient.

Lorsque la guerre a touché Damas à l'été 2012, des milliers d'habitants d'autres parties de la capitale y ont trouvé refuge. En juin 2013, l'armée syrienne a imposé un bouclage total de ce quartier de 2 km 2.

Ban Ki-moon appelle à plus d'engagements de l'Allemagne

Le secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon a exhorté jeudi l'Allemagne à prendre davantage d'engagements internationaux et d'apporter son soutien en tant que «puissance mondiale solide».

«L'Allemagne doit faire preuve de plus de leadership politique, en tant que puissance macroéconomique et mondiale solide», a déclaré M. Ban à Berlin lors d'une conférence de presse avec la chancelière allemande Angela Merkel.

«Le soutien de l'Allemagne est toujours bienvenu et sera grandement apprécié», a-t-il ajouté.

Mme Merkel a principalement abordé les solutions politiques, indiquant qu'il ne s'agit pas seulement de



«diminuer ou augmenter l'implication militaire». Des soldats allemands participent déjà à la mission de stabilisation de l'ONU au Mali, la Minusma, ainsi qu'à celle de l'UE consacrée à la formation.

Une prolongation du mandat de la Bundeswehr, l'armée allemande, doit intervenir à la mi-février.

M. Ban participera à la Conférence sur la sécurité de Munich (Allemagne), où une vingtaine de chefs d'Etat ou de gouvernement, une cinquantaine de ministres de la Défense ou des Affaires étrangères, une dizaine de responsables d'organismes internationaux et des officiers de haut rang sont annoncés, de vendredi à dimanche.

APS

CONFLIT DU SAHARA OCCIDENTAL

Contribution du conseil de l'Europe pour trouver une solution

La rapporteuse de la commission des Affaires politiques et démocratiques de l'Assemblée parlementaire du conseil de l'Europe, Liliane Maury Pasquier a présenté mercredi au siège du conseil de l'Europe à Strasbourg son premier rapport sur le Sahara Occidental devant la commission des affaires politiques et démocratique sous le titre «contribution du conseil de l'Europe à une solution au conflit du Sahara Occidental».

Mme Maury Pasquier chargée par le conseil de l'Europe d'élaborer un rapport sur la situation au Sahara Occidental a effectué deux visites dans les territoires occupés et les camps des réfugiés sahraouis en mai et octobre derniers pour examiner comment l'Europe pourrait contribuer à résoudre le conflit du Sahara Occidental, a rapporté jeudi l'Agence de presse sahraouie (SPS).

Des représentants de la société civile sahraouie dont des défenseurs des droits de l'Homme, Mme Mtu Mostafa



Ahnini, membre de l'association des parents des détenus et disparus sahraouis et Mme Ghalia Adjimi représentant l'association sahraouie des victimes des violations des droits de l'Homme commises par l'Etat marocain ont été invités à apporter leur témoignage.

Ghalia Adjimi a saisi l'occasion pour «réfuter les allégations du Maroc» concernant le développement démocratique «prétendu» dans le territoire du Sahara Occidental et évoquer les violations continues contre les libertés fondamentales du peuple sahraoui.

Par ailleurs la commission a pris note du témoignage de Mme Mtu Ahnini sur le sort des disparus et le droit de leur proches à récupérer leurs corps en répliquant au rapport du conseil consultatif marocain des droits de l'Homme rendu public en 2010 sur les disparus.

Les militants des droits de l'Homme ont rencontré en marge de la présentation du rapport des commissions parlementaires en présence du représentant du Polisario à Rome Amih Amar et son adjointe Fatma Mahfoudh.

UKRAINE

L'armée appelle le président à stabiliser la situation



Les militaires d'Ukraine ont appelé le président Viktor Ianoukovich à prendre d'urgence des mesures visant à stabiliser la situation dans le pays, a annoncé vendredi le ministère de la Défense dans un communiqué.

«En exprimant leur position citoyenne, les militaires et les employés des Forces armées, qui font leur service et travaillent au ministère de la Défense, ont exhorté le Commandant suprême à prendre d'urgence, dans le cadre des lois en vigueur, des mesures visant à stabiliser la situation dans le pays et à assurer la concorde dans la société», indique la même source. Depuis fin novembre, l'Ukraine est en proie à des manifestations violentes lancées par l'opposition, suite à la décision du gouvernement de suspendre la préparation d'un accord d'association avec l'UE.

La contestation a connu un regain le 19 janvier, provoqué par l'adoption de lois anti-émeutes jugées «liberticides» par les opposants. Des affrontements opposant les protestataires à la police ont eu lieu à travers le pays.

A Kiev et ailleurs, les manifestants ont occupé des bâtiments administratifs.

Trois personnes ont trouvé la mort lors de ces troubles.

Plus de 1.200 blessés depuis le début du mouvement de protestation

Plus de 1.200 protestataires ont été blessés depuis le début du mouvement de protestation dans la capitale ukrainienne, Kiev, a rapporté vendredi le service de l'administration de la ville.

«Du 30 novembre 2013 au 30 janvier 2014, les médecins ont apporté une aide médicale à 1.231 manifestants, dont 681 ont été hospitalisés. A l'heure actuelle, 63 participants aux actions de protestation se trouvent dans des établissements de santé de la ville», a indiqué la source dans un communiqué.

Mardi, le ministère de l'Intérieur avait déclaré que plus de 600 gardiens de l'ordre ukrainiens avaient été blessés à travers le pays depuis le début des manifestations.

Depuis fin novembre, l'Ukraine est en proie à des manifestations violentes lancées par l'opposition, suite à la décision du gouvernement de suspendre la préparation d'un accord d'association avec l'UE.

La contestation a connu un regain le 19 janvier, provoqué par l'adoption de lois anti-émeutes jugées «liberticides» par les opposants. Des affrontements opposant les protestataires à la police ont eu lieu à travers le pays.

A Kiev et ailleurs, les manifestants ont occupé des bâtiments administratifs.

Trois personnes ont trouvé la mort lors de ces troubles.

L'opposition a exigé la démission du gouvernement et la poursuite de l'intégration européenne de l'Ukraine.

Le 28 janvier, le président a accepté la démission du premier ministre Nikolai Azarov et a dissous le gouvernement qui poursuivra toutefois l'exercice de ses fonctions jusqu'à la formation d'un nouveau gouvernement.

Le premier vice-premier ministre ukrainien Serguei Arbouзов a été nommé chef du gouvernement par intérim.

CENTRAFRIQUE

Un contingent de 50 militaires polonais en mission en Centrafrique

Un contingent de quelque 50 militaires polonais a quitté Varsovie jeudi en direction d'Orléans en France, où ils vont rejoindre les forces françaises pour la Mission internationale de soutien à la République centrafricaine (RCA), ont rapporté les médias locaux.

Lech Majewski, commandant général des Forces armées polonaises, a indiqué que la participation des troupes polonaises dans la mission «humanitaire et de la paix» marque «une nouvelle dimension dans les relations polono-françaises». Le contingent comprend deux équipages de Hercules C-130 forts de quatre personnes chacun, le personnel au sol, ainsi qu'un avion de transport Hercules. Le contingent va se rendre dans la capitale de la RCA, Bangui, à environ 5.000 km d'Orléans, pour un mandat qui durera jusqu'à fin avril. La mission des troupes polonaises consiste à protéger les civils à Bangui, dont plus de 100.000 déplacés qui trouvent refuge près de l'aéroport.



CENTRAFRIQUE

30 morts et 60 blessés en trois jours à Bangui

Le chef de délégation du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), Georgios Georgantas a déclaré vendredi que «trente tués et 60 blessés» ont été «ramassés» par l'organisation caritative au cours des trois derniers jours dans les rues de Bangui.

Le chef de délégation du CICR s'est dit «extrêmement préoccupé» par la dégradation de la situation dans la capitale centrafricaine, soulignant un «niveau de violences sans précédent».

Appelant les autorités centrafricaines et la force internationale à «prendre leurs responsabilités», M. Georgantas a également demandé aux populations civiles de «respecter l'emblème de la Croix-Rouge et le personnel au cours de ses activités».

«Quand nous passons des barrières pour évacuer des blessés, chaque fois il faut de longues et difficiles négociations pour avancer. Cela met la vie des blessés en danger et beaucoup de stress sur le personnel», a-t-il souligné. Des tirs nourris d'armes automatiques, ponctués de détonations ont éclaté mercredi en fin de matinée dans le quartier du PK-5, dans le centre de



Bangui. Ces tirs, dont l'origine n'était pas établie dans l'immédiat, étaient nettement audibles des quartiers voisins du PK-5, le pôle commercial de la capitale centrafricaine.

M. Georgantas a expliqué qu'en rai-

son du couvre-feu imposé à partir de 18h00, les civils blessés la nuit ou en fin de journée doivent attendre le matin pour bénéficier de soins et c'est au petit matin dans Bangui que les volontaires de la Croix-Rouge centrafricaine s'affairent à ramasser les corps de la nuit, signalés par leurs familles ou des riverains.

La nouvelle présidente de la transition centrafricaine Catherine Samba-Panza, élue la semaine dernière par le Conseil national de transition (CNT, Parlement provisoire) va demander au Nations unies «une opération de maintien de la paix» pour renforcer le dispositif militaire international dans son pays, qu'elle juge insuffisant, a rapporté mardi dernier une source médiatique.

Cette demande intervient alors que le Conseil de sécurité de l'ONU a donné mandat mardi à une future force européenne pour aider Africains et Français à rétablir l'ordre en République centrafricaine (RCA) et menacé de sanctions les fauteurs de troubles dans ce pays.

APS

Programme du samedi 1^{er} février 2014

TF1

06h30 Magazine jeunesseTFou
08h10 Magazine de télé-achatTéléshopping samedi
09h55 Magazine de télé-achatTéléshopping va plus loin
10h10 Magazine de sociétéTous ensemble
11h05 Magazine de sociétéTous ensemble
12h00 JeuLes douze coups de midi
12h45 Météo
12h50 Magazine sportifL'affiche du jour
13h00 Journal
13h20 Magazine de reportagesReportages
15h15 Série fantastiqueGhost Whisperer
16h05 Série fantastiqueGhost Whisperer
16h55 Série fantastiqueGhost Whisperer
17h45 Magazine de sociétéTous ensemble
18h45 Magazine de reportages50mn Inside
19h50 Magazine de sociétéLa où je t'emmenai
19h55 Météo
20h00 Journal
20h30 Magazine de la décorationDu côté de chez vous
20h35 LoterieTirage du Loto
20h37 Météo
20h40 Série humoristiqueNos chers voisins
20h50 DivertissementThe Voice, la plus belle voix
23h20 DivertissementThe Voice

2

07h00 Magazine de servicesTélématin
10h00 Magazine culturelThé ou café
10h50 JeuMotus
11h20 JeuLes Z'amours
11h55 JeuTout le monde veut prendre sa place
11h55 JeuTout le monde veut prendre sa place
12h40 Magazine de servicesPoint route
12h50 Météo 2
13h00 Journal
13h20 Magazine d'actualité13h15, le samedi...
13h55 Météo 2
14h00 Magazine de reportagesEnvoyé spécial : la suite
14h50 RugbyXV/15
15h30 SportPays de Galles / Italie
17h25 RugbyXV/15
18h00 SportFrance / Angleterre
19h55 Météo 2
20h00 Journal
20h40 Magazine sportifImage du jour
20h41 Météo 2
20h45 VariétésHier encore
23h05 Talk showOn n'est pas couché
02h03 Météo 2
02h05 Magazine musicalAlcaline, le concert
03h25 Magazine culturelThé ou café

3

07h54 Série d'animationNos voisins les Marsupilamis
08h22 Série d'animationScooby-Doo, Mystères Associés
08h47 Série d'animationScooby-Doo, Mystères Associés
09h13 Dessin animéLes Dalton
09h20 Dessin animéLes Dalton
09h28 Dessin animéLes Dalton
09h39 Dessin animéLes lapins crétins : invasion
09h46 Dessin animéLes lapins crétins : invasion
09h52 Dessin animéLes lapins crétins : invasion
09h58 Dessin animéLes lapins crétins : invasion
10h05 Dessin animéLes lapins crétins : invasion
10h11 Dessin animéLes lapins crétins : invasion
10h22 Série d'animationDragons : Cavaliers de Beurk
10h44 Emission jeunesseC'est bon !
10h50 Magazine éducatifC'est pas sorcier
11h20 Magazine du consommateurConsom'ag
11h25 Météo
11h30 Magazine régionalLa voix est libre
12h00 12/13 : Journal régional

12h25 12/13 : Journal national
12h50 Magazine animalier30 millions d'amis
13h25 Divertissement-humourLes grands du rire
15h00 En course sur France 3
15h25 Magazine régionalSamedi avec vous
16h50 Magazine littéraireUn livre toujours
16h55 Magazine culinaireLes carnets de Julie
17h55 JeuQuestions pour un champion
18h30 Magazine d'actualitéAvenue de l'Europe
18h50 Météo des neiges
19h00 19/20 : Journal régional
19h30 19/20 : Journal national
19h58 Météo
20h00 Magazine sportifTout le sport
20h15 Série d'aventuresZorro
20h45 Téléfilm policierLe sang de la vigne
22h20 Météo
22h25 Soir 3
22h45 Téléfilm historiqueQuand la guerre sera loin
00h15 ContemporainLe corsaire
02h10 ClassiqueSmetana : ma patrie
03h45 Magazine littéraireUn livre toujours
03h50 DivertissementLes chansons d'abord
04h55 Magazine musicalLes matinales

CANAL+

07h35 DivertissementLe petit journal
08h05 Série humoristiqueKaboul Kitchen
08h35 Série humoristiqueKaboul Kitchen
09h10 Série humoristiqueKaboul Kitchen
09h40 Magazine du multimédiaL'oeil de Links
10h10 Comédie sentimentaleUn prince (presque) charmant
11h35 Magazine musicalAlbum de la semaine
12h00 Série humoristiqueVice versa
12h05 La météo
12h10 DivertissementClique
12h45 Magazine d'actualitéLe tube
13h40 Magazine d'actualitéL'effet papillon
14h20 MultisportsSamedi sport
14h25 Magazine sportifIntérieur sport
14h30 SportParis-SG / Saint-Raphaël
16h15 FootballAvant-match
16h30 SportLorient / Monaco
18h25 MultisportsSamedi sport
18h30 Magazine sportifIntérieur sport
18h55 MultisportsSamedi sport
19h00 Le JT
19h10 Magazine d'actualitéSalut les Terriens !
20h25 Divertissement-humourMade in Groland
20h55 ThrillerMöbius
22h40 Magazine sportifIntérieur sport
23h05 FootballJour de foot
01h40 DrameThe Impossible
03h25 Magazine musicalAlbum de la semaine
03h50 Film documentaireSugar Man

M

07h50 Magazine de télé-achatM6 boutique
10h10 Magazine du cinémaCinéSix
10h25 Magazine culinaireNorbert et Jean : le défi
11h30 Magazine culinaireNorbert et Jean : le défi
12h40 Météo
12h45 Le 12.45
13h05 Série humoristiqueScènes de ménages
13h40 Télé réalitéCauchemar en cuisine
15h35 Télé réalitéCauchemar en cuisine
17h30 Magazine du show-bizMust célébrités
18h40 Magazine de servicesUn trésor dans votre maison
19h40 Météo
19h45 Le 19.45
20h05 Série humoristiqueScènes de ménages
20h50 Série policièreHawaii 5-0
21h40 Série policièreHawaii 5-0
22h30 Série policièreHawaii 5-0
23h20 Série policièreHawaii 5-0
00h00 Série policièreHawaii 5-0
00h55 Série fantastiqueSupernatural
01h50 Série fantastiqueSupernatural
02h35 Météo
02h40 ClipsM6 Music

La sélection

20h50

The Voice, la plus belle voix



Résumé

À l'heure des battles, tous les coaches auront chacun quatorze talents dans leur équipe. Ils sont en train de les constituer, certains avec plus de facilité que d'autres. Ce soir encore, Jenifer, Mika, Garou et Florent Pagny tenteront de dénicher la perle rare dans les chanteurs qu'ils auditionneront à l'aveugle. Certains candidats réussiront le tour de force de faire ses retourner les quatre coaches, comme Elodie la semaine passée, sur le tube «Still Loving You» des Scorpions. La jeune artiste des rues, 18 ans à peine, guitariste et étudiante en fac d'anglais, a intégré l'équipe de Mika, qui ne vise rien tant que l'éclectisme.

2

20h45

Hier encore

Résumé

Pour ce quatrième numéro de «Hier encore», Charles Aznavour évoque de nouvelles histoires et anecdotes. Sur la scène mythique de l'Olympia, Virginie Guillaume est à ses côtés pour revisiter le patrimoine de la chanson française ou révéler les secrets de leur carrière. Orchestrés par David Berland de nombreux artistes proposent des interprétations originales des plus grands titres du patrimoine français. On retrouve notamment Dany Boon, Liane Foly, Amel Bent, Hélène Ségara, Chimène Badi, Natasha St Pier, Michel Drucker, Mimie Mathy, Michel Fugain, Louis Chedid, Antoine Duléry, Rose, John Mamann, mais aussi Natalie Dessay, Louis Delort, Gérard Lenormand et Joyce Jonathan.



3

20h45

sang de la vigne



Résumé

Benjamin Lebel consacre tout son temps à préparer une tournée de conférences en Chine, organisée par son amie, France Pelletier. Il est appelé d'urgence au château d'Erlange, par Jeanne Laville, la femme de Denis, son ancien assistant. Celui-ci a été agressé dans le chai, et son vin a été contaminé par une bactérie. Benjamin installe ses collaborateurs, Mathilde et Silvère, à demeure, pour soigner le vin et déterminer si la contamination est d'origine accidentelle ou criminelle. Pour Denis, il n'y a aucun doute, on veut les obliger à vendre. Benjamin va tout faire pour aider son ami et tenter de résoudre le mystère entourant le château d'Erlange...

CANAL+

20h55

Möbius

Résumé

Un agent russe, Gregory Lioubov, est chargé de démêler ce que les activités monégasques d'un puissant oligarque, Rostovski, pourraient avoir de douteux. Alice Richmond, que son rôle dans la chute de la banque Lehman Brothers empêche de rentrer aux États-Unis, pourraient lui être utiles. Il ignore que la CIA a autorisé la jeune femme à accepter sa proposition de collaboration. Alice espère y gagner son billet retour pour les États-Unis. Elle entre en rapport avec le redoutable Rostovski et lui enseigne les tours les plus tordus de la finance internationale. Gregory la contacte dans une boîte de nuit, au mépris de toutes les règles...



M

20h50

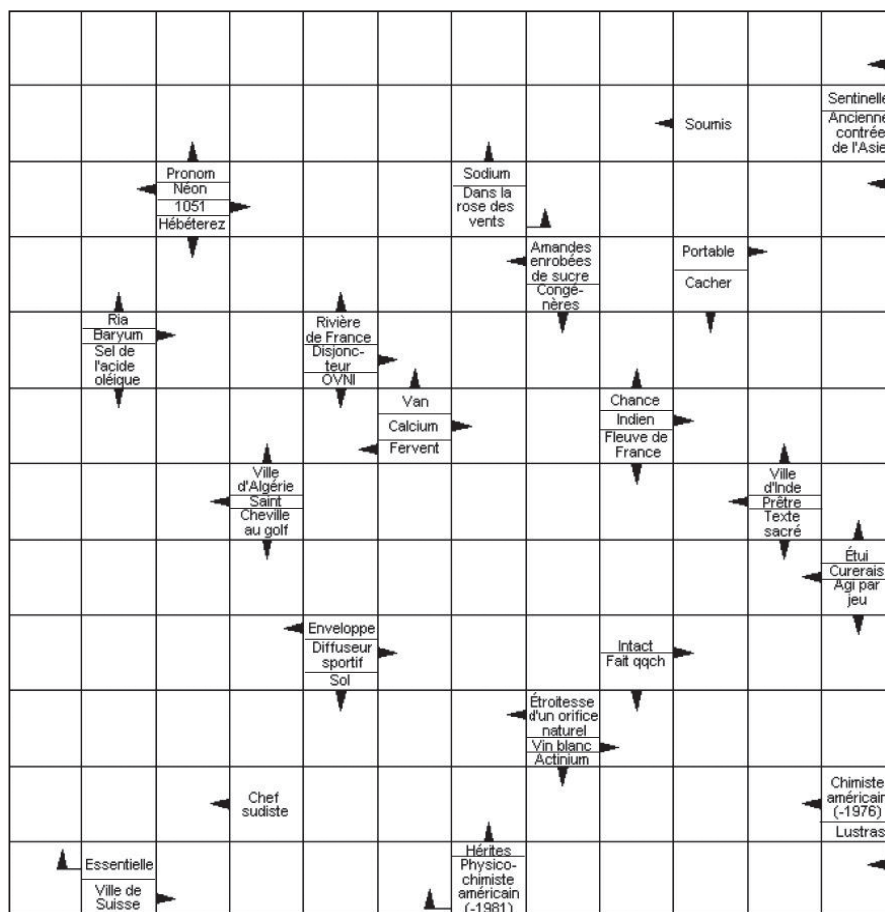
Hawaii 5-0

Résumé

Wo Fat et Steve tentent de s'évader en profitant d'une attaque de l'unité de haute sécurité où ils sont retenus. Le quartier général du 5-0 est également pris d'assaut par un groupe de terroriste qui semble lié aux assaillants de la prison : ces hommes retiennent Catherine en otage. Pendant ce temps, Kono et Adam, en fuite à Hongkong, se retrouvent dans une situation périlleuse : quelqu'un a réussi à suivre leurs traces et à les localiser...



Mots fléchés n°498



Proverbes

On ne doit pas laisser son travail à la dernière minute.

Proverbe algérien

Travail, et tu deviendras fort ; assieds-toi, et tu sentiras mauvais.

Proverbe berbère

Toutes choses sont difficiles avant que d'être faciles.

Proverbe arabe

La nuit, tous les chats sont gris

Proverbe français

C'est arrivé le 1^{er} février

1974 : indépendance de l'île de la Grenade.

1979 : élection de Chadli Bendjedid à la présidence l'Algérie.

1985 : verdict du procès de l'assassinat du père Jerzy Popieluszko et condamnation de plusieurs militaires à de longues peines de prison.

1986 : fuite de Jean-Claude Duvalier, président de la République d'Haïti, pour la France.

1991 : Jean-Bertrand Aristide devient président d'Haïti.

1991 : attaque au mortier du 10 Downing Street.

1992 : signature du Traité de Maastricht.

1996 : Letsie III du Lesotho devient roi du Lesotho.

1996 : René Préval prête serment comme président élu d'Haïti.

1999 : début du règne d'Abdallah II de Jordanie.

2000 : victoire de Stjepan Mesić à l'élection présidentielle en Croatie.

2001 : Jean-Bertrand Aristide prête de nouveau serment en Haïti.

2004 : près de 400 membres du Fatah, le parti de Yasser Arafat, démissionnent pour protester contre la corruption et le manque d'ouverture à l'intérieur du parti.

2012 : le président des Maldives, Mohamed Nasheed, quitte le pouvoir à l'issue d'une mutinerie de l'armée. Son successeur est Mohammed Waheed Hassan.

Célébrations :

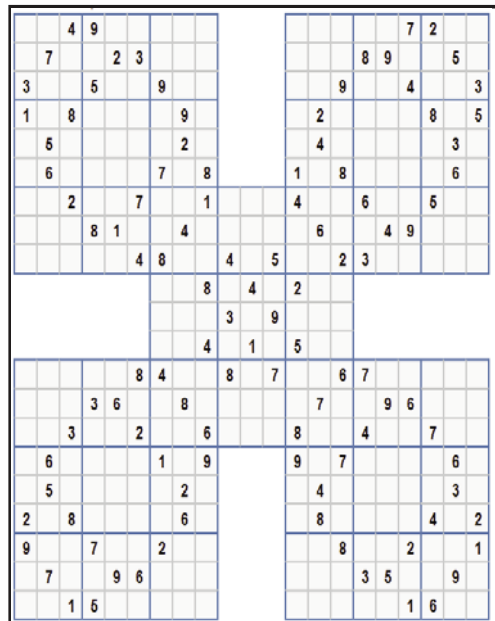
- **États-Unis** : National Black HIV/AIDS Awareness Day (Journée nationale de prise de conscience noire du HIV/SIDA), destinée particulièrement à la communauté afro-américaine.

- **Grenade** : Independence Day (Jour de l'Indépendance), émancipation de la suzeraineté du Royaume-Uni en 1974.

Samourai-sudoku n°498

Les problèmes de sudoku samourai se composent de cinq grilles de sudoku entrelacées. Les règles standards du sudoku s'appliquent à chacune de ces cinq grilles. Placez les chiffres de 1 à 9 dans les cases vides de chaque grille. Chaque ligne, chaque colonne, et chaque région 3 x 3 doit contenir une fois les chiffres de 1 à 9.

Chaque sudoku samourai a une solution unique et peut être résolu par la logique pure.



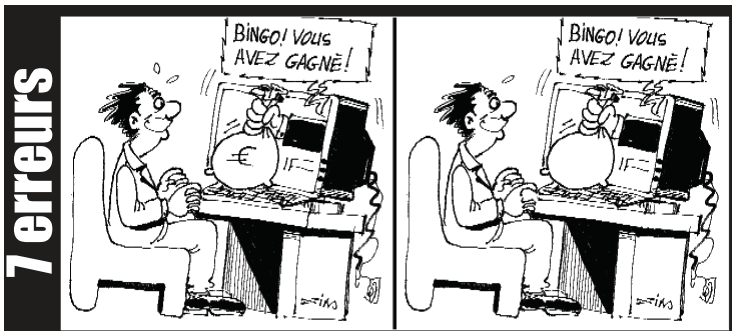
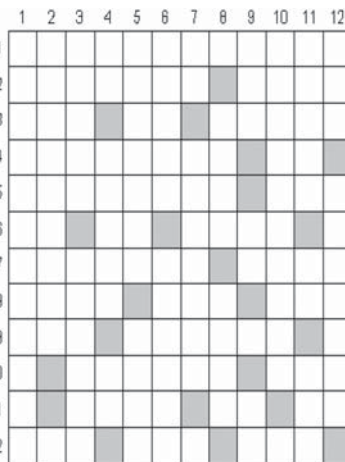
Mots croisés n°498

► Horizontalement :

1. Atrèce
2. Brûlure - Fleur
3. Conspua - Deux - Meilleur
4. Théologien allemand - Germanium
5. Pronom relatif - Urus
6. Ancien oui - Our - Instrument d'optique
7. Assemblages de feuilles de papier - Unité élémentaire d'information ne pouvant prendre que deux valeurs distinctes (plur.)
8. Marque l'intention, le but - Oiseau - Liquide
9. Pareil - Inoffensif
10. De la haute montagne - De bonne heure
11. S'amuser - Nobélium - Béryllium
12. Dêvêue - Unité de mesure de travail - Souverain

► Verticalement :

1. Mode d'orientation pour certains animaux
2. Pause pour prendre le café
3. Exprime la raillerie - Montre un grand contentement
4. Note - Organiste et compositeur français - Mesure chinoise
5. Ensemble de veines du marbre - Rugueux
6. Sec - Palmier
7. De naissance - Suppression, dans la prononciation,
8. de la voyelle finale d'un mot devant un mot commençant par une voyelle ou un h muet
9. Anneau de cordage - Paradis
10. Plante à bulbe - Niobium - Métal précieux
11. Souhaitaient ardemment
12. Superposer des poissons salés dans les barils - Tantale - Ceinture japonaise



FRAGMENTAIRE
L■R■ELEVAGES
AVANCER■RUAS
GACE■VERGE■A
OSHAWA■AA■DI
RENNE■INULES
N■ETIRES■OB■
EA■ILE■TIRANR
UES■GA■VITEIL
LEGALE■O■PEN
■RITE■ETNASEP
■NEPES■AL



LES VILLES

Porto Alegre

• Source : www.fifa.com

De par son climat subtropical et son identité culturelle, Porto Alegre se démarque profondément des autres capitales d'état brésiliennes. Fondée en 1742 par des migrants portugais originaires de l'archipel des Açores, la capitale du Rio Grande do Sul a accueilli des milliers d'immigrants venant du Portugal et de l'Italie, comme de nombreuses villes brésiliennes, mais également d'autres pays européens, en particulier l'Allemagne et la Pologne.

En outre, l'état est confiné à l'extrême sud du Brésil et ses habitants, les Gaúchos, partagent de nombreux traits culturels avec leurs voisins argentins et uruguayens, depuis le folklore musical à la consommation du mate, une infusion également appelée chimarrão.

Porto Alegre se dresse sur la rive est de la rivière Guaíba, à l'endroit précis où se réunissent cinq autres cours d'eau formant le gigantesque Lagoa dos Patos (lac des canards). La ville s'étend sur une superficie de 497 m² et recense plus d'1,4 million d'âmes, sans compter l'agglomération qui représente la quatrième plus peuplée du Brésil avec environ 4 millions d'habitants. Malgré cela, Porto Alegre demeure l'une des villes les plus vertes du pays avec plus d'un million d'arbres.

Le climat est plus doux à Porto Alegre que dans la plupart des autres grandes villes brésiliennes. La température moyenne annuelle est de 19,5°C et les hivers sont rudes, avec des records historiques d'enneigement et de températures en dessous de zéro. Toutefois, les quatre saisons sont très marquées et le mercure peut atteindre 35°C en été. La capitale du Rio Grande do Sul peut également s'enorgueillir de posséder l'un des indices de développement humain les plus élevés du pays.

La scène footballistique de Porto Alegre est occupée par deux institutions : le Grêmio Foot-Ball Porto Alegrense, en noir et bleu, et le Sport Club Internacional, en rouge et blanc. Les deux équipes se partagent le cœur des citoyens porto-alegrenses et figurent parmi les géants de l'histoire du football brésilien. Non contents de dominer la scène locale, le Grêmio et l'Inter



ont également un palmarès national et international bien fourni. Le Tricolor revendique notamment deux championnats du Brésil (1981 et 1996), quatre coupes du Brésil (1989, 1994, 1997 et 2001), deux coupes Libertadores (1983 et 1995) ainsi qu'une coupe Toyota (1983). Pour sa part, le Colorado comptabilise trois titres nationaux (1975, 1976 et 1979), une Copa do Brasil (1992), deux Copa Libertadores (2006 et 2010), une Coupe du Monde des Clubs de la FIFA (2006), une Copa Sudamericana (2008), entre autres. Grêmio et Internacional

possèdent chacun leur bastion, l'Olimpico Monumental et le Beira-Rio, qui peuvent contenir plus de 50 000 torcedores et sont situés à environ 2,5 km l'un de l'autre. Les deux clubs sont aussi très respectés pour leurs centres de formation, qui ont vu l'éclosion de Ronaldinho Gaúcho, Emerson, Renato Gaúcho (Grêmio), Falcão, Taffarel et Alexandre Pato (Internacional).

Le Beira-Rio accueillera des matches de la Coupe du Monde de la FIFA 2014, après avoir été totalement rénové.

LE STADE

Estádio Beira-Rio - Porto Alegre



Érigé sur un remblai du Rio Guaíba et situé dans un paysage de carte postale sur le littoral de Porto Alegre, le Beira-Rio est l'antre du Sport Club Internacional, qui le partage cependant avec son grand rival de Grêmio. La confrontation entre les deux équipes constitue le grand derby du football gaúcho. L'enceinte a par ailleurs accueilli quatre finales de Copa

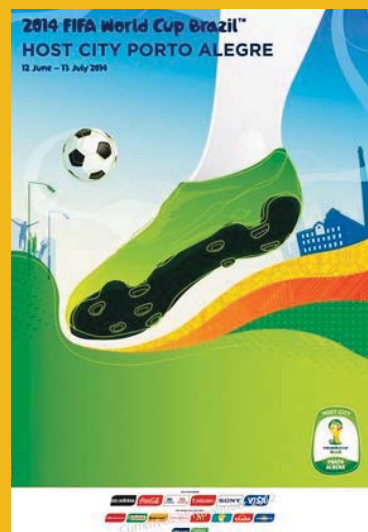
Libertadores de América. À l'occasion de la Coupe du Monde de la FIFA, Brésil 2014™, il accueillera cinq parties, dont un quart de finale.

Le projet de modernisation du Beira-Rio est financé par l'Internacional à travers le programme "Gigante para Sempre" (géant pour toujours). La principale nouveauté sera une enveloppe

métallique qui permettra de protéger les sièges et les rampes d'accès aux tribunes. La rénovation a été conçue de façon modulaire, afin qu'à aucun moment de la construction, le club résident n'ait à disputer ses rencontres ailleurs. Au terme des travaux de rénovation, le Beira-Rio pourra accueillir 48 849 spectateurs.

LE POSTER

Porto Alegre est la capitale du Rio Grande do Sul, l'État le plus méridional du Brésil. La ville offre des scènes splendides de nature comme le coucher du soleil sur le lac Guaíba, l'un des plus beaux du monde. Pour cette raison, l'affiche représente la pittoresque Usina do Gasômetro, l'un des symboles de la ville et le meilleur endroit pour regarder le coucher du soleil. L'image centrale d'un footballeur frappant dans le ballon et de l'explosion du mouvement rappelle la grandeur de la Coupe du Monde de la FIFA™ et l'héritage qu'elle génère, comme l'enrichissement culturel, le développement technologique et structurel et la richesse économique, qui sont représentés par les bandes colorées mettant en valeur le mouvement du pied. Les personnes sur la gauche de l'affiche représentent l'enthousiasme et la passion légendaires des habitants de Porto Alegre pour le football.



ALGÉRIE - FRANCE

Le président du CNES rencontre son homologue français à Paris

Le président du Conseil national économique et social (Cnes), Mohamed-Seghir Babès, a rencontré jeudi soir à Paris son homologue français, Jean-Paul Delevoyé, président du Conseil économique, social et environnemental, entrevue destinée essentiellement à évaluer les relations entre les deux institutions à la lumière du protocole d'accord signé en juin dernier. Lors de cette rencontre à laquelle a pris part l'ambassadeur d'Algérie en France, Amar Bendjemaâ, les deux parties ont passé en revue les axes contenus dans l'accord les liant et s'inscrivant dans le droit fil des réflexions institutionnelles en rapport avec l'intégration de l'immigration algérienne en France et la prospection des capacités de sa capitalisation, car représentant une frange de la société civile tant algérienne que française. Il a été convenu, à ce propos, de délais «très rapprochés» pour la tenue de rencontres conjointes consacrées aux thèmes développés lors de l'entrevue, qui s'est tenue en marge de la mission exploratoire que M. Babès a entamée le 17 janvier dernier auprès de la communauté nationale à l'étranger. Cette rencontre est intervenue en prélude du déplacement, vendredi et samedi, du président du Cnes à Lille dans le cadre d'une mission exploratoire de la communauté nationale à l'étranger, entamée le 17 janvier à Toulouse, et qui émane d'une volonté des pouvoirs publics d'arrimer les compétences nationales à la stratégie de développement national. Après Toulouse, Marseille, Strasbourg, Lyon et Lille, où il a rencontré des élites algériennes établies dans la région et des représentants des autorités locales, il achèvera dimanche à Paris la première étape de sa mission qui devrait concerner, d'ici octobre prochain, les régions Europe, les Amériques et les pays arabes.

24^E SESSION DE L'UNION ARABE DES ANCIENS COMBATTANTS

Le SG de l'ONM au Caire

Les travaux de la 24^e session de l'Assemblée générale du conseil d'administration de l'Union arabe des anciens combattants et les victimes de guerre se tiendra du 1^{er} au 7 février prochain au Caire (Egypte), indique jeudi un communiqué de l'Organisation nationale des moudjahidine (ONM). Le secrétaire général de l'ONM, Saïd Abadou, participera à cette session à la tête d'une délégation du Secrétariat national de l'organisation, ajoute le communiqué. Il sera question d'examiner des questions relatives aux moudjahidine et les ayants droit, notamment les invalides, et consolider les lois régissant cette catégorie afin de les hisser au niveau des sacrifices qu'ils ont consentis pour la libération de leur pays. La visite qui intervient à l'invitation de l'Union arabe des anciens combattants et des victimes de guerre permettra d'échanger les vues sur les meilleurs procédés à adopter pour écrire l'Histoire à l'effet de la transmettre aux générations montantes.

ALGÉRIE - RUSSIE

Le Général de corps d'armée Gaïd Salah reçoit un haut responsable militaire russe

Le vice-ministre de la Défense nationale, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire (ANP), le général de corps d'armée Ahmed Gaïd Salah a reçu hier à Alger le directeur du service fédéral pour la coopération militaire et technique de la Fédération de Russie, Fomin Alexandre Vassilievitch, indique un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). M. Vassilievitch effectue une visite en Algérie dans le prolongement des travaux de la 13^e session de la commission intergouvernementale mixte chargée du suivi de la coopération militaire et technique algéro-russe, précise la même source. Les entretiens entre les deux parties se sont déroulés en présence de cadres du MDN et de l'état-major de l'ANP. Ils ont été l'occasion pour exposer le bilan

des travaux de la commission intergouvernementale mixte et entrevoir les perspectives de la coopération militaire et technique algéro-russe «en ce qui sert au mieux et consolide les relations de coopération entre les deux pays dans le cadre de la vision stratégique adoptée par les plus hautes autorités politiques des deux pays», conclut le communiqué du ministère.

des travaux de la commission intergouvernementale mixte et entrevoir les perspectives de la coopération militaire et technique algéro-russe «en ce qui sert au mieux et consolide les relations de coopération entre les deux pays dans le cadre de la vision stratégique adoptée par les plus hautes autorités politiques des deux pays», conclut le communiqué du ministère.

ALGÉRIE - TUNISIE

Le président Marzouki salue le rôle de l'Algérie dans le soutien du processus de transition démocratique en Tunisie

Le Président de la République, M. Abdelaziz Bouteflika a reçu un message de son homologue tunisien, Mohamed Moncef Marzouki, qui a salué le rôle qu'a joué de l'Algérie dans le soutien du processus de transition démocratique en Tunisie.

«Je me remémore avec gratitude le rôle qu'a joué l'Algérie sœur pour appuyer le processus de transition démocratique en Tunisie dans le cadre des relations de coopération privilégiées qui lient nos deux pays et nos deux peuples frères et des liens de fraternité et de solidarité que nous puissions des relations historiques solides», a écrit le président tunisien.

«Il m'est agréable de vous adresser ce message aspirant à voir Votre Excellence partager avec le peuple tunisien ses joies à l'occasion de l'adoption de la



nouvelle Constitution du pays à la faveur des festivités célébrant cet événement qui auront lieu à Tunis le 7 février 2014», a souligné le président tunisien.

«Je voudrais saisir cette occasion pour saluer les pas importants que nous avons franchis ensemble pour baliser la voie à une ère nouvelle des relations historiques qui unissent nos deux pays», a ajouté le chef de l'Etat tunisien.

Le président tunisien a réaffirmé la ferme volonté qui anime les deux pays de «continuer à œuvrer ensemble en vue de consolider les relations de coopération fructueuse entre la Tunisie et l'Algérie et de les hisser à des niveaux supérieurs pour concrétiser les attentes de nos deux peuples frères en termes de complémentarité, de solidarité et de progrès commun».

L'ambassadeur d'Algérie à Tunis reçu par le chef du gouvernement tunisien

L'ambassadeur d'Algérie à Tunis, Abdelkader Hadjar a été reçu vendredi par le chef du gouvernement tunisien, Mehdi Jomaa, à qui il a transmis les félicitations du Président de la République, M. Abdelaziz Bouteflika, et celles du Premier ministre, Abdelmalek Sellal, à l'occasion de sa désignation à ce poste et l'obtention par le gouvernement indépendant de la confiance des membres de l'Assemblée constituante.

Dans une déclaration à l'APS, le diplomate algérien a indiqué qu'il était «le premier ambassadeur» à avoir le privilège de s'entretenir avec M. Mehdi Jomaa depuis sa nomination à la tête du nouvel organe exécutif tunisien. A cette occasion, M. Abdelkader Hadjar a salué «la voie» adoptée par la Tunisie dans le traitement de ses questions «épineuses à travers la concertation et le dialogue plaçant les intérêts suprêmes de la Tunisie au dessus de tout intérêt partisan, politique ou idéologique».

L'ambassadeur algérien a également adressé ses félicitations à l'Assemblée constituante tunisienne pour «cette grande réalisation historique» qu'est l'adoption de la nouvelle

Constitution du pays avec un tel «niveau démocratique» et à une «majorité écrasante». Les deux parties ont évoqué les relations bilatérales notamment les questions relatives à la lutte antiterroriste et au rétablissement de la sécurité.

Les moyens «efficaces» de mise en œuvre de l'accord commercial préférentiel entre l'Algérie et la Tunisie dont les aspects procéduraux ont tous été finalisés et qui entrera en vigueur au début de l'année 2014, ont également été abordés lors de cette rencontre.

Les deux responsables ont discuté en outre du projet amendé relatif au développement des zones frontalières examiné il y a deux mois à Tunis au niveau de la commission mixte spécialisée. M. Hadjar a souligné que cette rencontre a permis de passer en revue les résultats de la commission mixte chargée des affaires consulaires, sociales et immobilières tenue il y a deux jours et ayant élaboré un projet sur ces questions qui sera soumis à la Grande commission mixte algéro-tunisienne, prévue le 8 février coïncidant avec la célébration du 56 anniversaire des événements de Sakiet Sidi Youssef.

INTEMPÉRIES

Plusieurs routes coupées

Plusieurs routes nationales et chemins de wilayas ont été coupés à la circulation, vendredi suite aux dernières intempéries survenues dans certaines régions du pays, indique un communiqué de la Gendarmerie nationale.

Il s'agit des wilayas de Tizi Ouzou, Bouira, Sétif et Bordj Bou Arréridj pour amoncellement de neige, et de la wilaya de Mascara pour inondation de la chaussée, souligne la même source.

Dans la wilaya de Tizi Ouzou, la RN 33 reliant cette ville à Bouira au niveau du col de Tizi Coulane, commune d'Iboudrène et la RN 15 reliant Tizi-Ouzou à Bouira au col de Tirouda, commune d'Ifer-



hounène, ont été obstruées par la neige, ainsi que le CW 42 reliant la localité de Taglaït à Ghilassa, à Bordj Bou Arréridj, ajoute le communiqué. Le chemin de wilaya n°141 à Sétif reliant Aïn Oulméne à Ras-El-Oued à Bordj Bou Arréridj, à hauteur de Douar Chebchib, la commune d'Ouled-Si-Ahmed, a été également coupé à la circulation suite à l'amoncellement de la neige.

Par ailleurs, la route nationale reliant Chorfa à Ain-Adden (Sidi Bel Abbès) a été coupée pour inondation de la chaussée, à hauteur du pont de Rahailia, dans la commune de Chorfa, signale le communiqué de la Gendarmerie nationale.